
Tsahal sur tous les fronts
L'armée israélienne
dans l'incertitude stratégique

Pierre Razoux

Juillet 2013



Laboratoire
de **R**echerche
sur la **D**éfense

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-180-4

© Ifri – 2013 – Tous droits réservés

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à publications@ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

L'auteur

Pierre Razoux est directeur de recherche à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le conflit israélo-arabe, dont *Tsahal : nouvelle histoire de l'armée israélienne* (Paris, Perrin, 2008).

Le comité de rédaction

Rédacteur en chef: Etienne de Durand

Rédacteur en chef adjoint : Elie Tenenbaum

Assistante d'édition : Leyla Muşiu

Comment citer cet article

Pierre Razoux, « Tsahal sur tous les fronts. L'armée israélienne dans l'incertitude stratégique », *Focus stratégique*, n° 45, juillet 2013.

Sommaire

Introduction	7
Le nouveau cadre politique et sociétal	9
Pallier l'incertitude politique et diplomatique	9
Tsahal face à une société fragmentée	14
Les raisons d'un non-choix stratégique	19
Retour aux fondamentaux	19
Une double stratégie d'emmurement et de dissuasion	20
Sanctuarisation du territoire	23
Les mutations de l'outil militaire	27
Une structure horizontale du haut commandement	27
L'inévitable réduction des forces terrestres	30
Rationaliser les moyens aériens et spatiaux	32
Des nouvelles missions pour la Marine	35
Vers une quatrième armée ? La cyber-défense	37
Conclusion	39
Annexes	41
Références	45

Résumé

Faisant face à des menaces sur tous les fronts, ainsi qu'à des tensions d'ordre social, économique et religieux, l'armée israélienne (Tsahal) est mise sous forte pression pour accomplir sa mission principale : assurer la survie de l'Etat d'Israël. Tandis qu'au lendemain du Printemps arabe le Moyen-Orient reste en proie à une instabilité politique persistante, à la violence et au terrorisme, Tsahal tente de maintenir des capacités militaires adaptables couvrant tout le spectre opérationnel, simultanément si nécessaire. A cette fin, Tsahal envisage des stratégies à la fois défensives (emmurement, défense anti-missile, dissuasion) et offensives (frappes à longue distance, raids et opérations spéciales). Pour mettre en œuvre un programme si ambitieux, Tsahal devra poursuivre la modernisation de ses différentes forces (terrestres, aériennes, navales, et, de plus en plus, cyber) de manière soutenable tant pour son économie, que pour sa société.

* * *

Facing threats on all its borders, as well as social, economic and religious tensions, the Israeli Defense Forces (IDF) is now under significant pressure for ensuring its core mission: the survival of the State of Israel. While the post-Arab Spring Middle East appears to be cursed with persistent political instability, endemic violence and terrorism, the IDF now attempts to keep a full-spectrum capability, fitted to adapt to any situation, simultaneously if needed. To this end, the IDF envisions both defensive (territorial fence, deterrence, antimissile defense) and offensive (long range strikes and special operations forces raids) strategies. In order to keep up with such an ambitious agenda, the IDF needs to keep on upgrading its different services (land forces, air forces, navy, and, increasingly, cyber) in a sustainable way for both its economy and society.

Introduction

Une armée différente : c'est ainsi que pourrait être traduit le titre du dernier livre d'Amos Harel, expert incontournable des questions militaires israéliennes et coauteur de deux ouvrages de référence sur la seconde Intifada et la guerre de 2006 contre le Hezbollah¹. En choisissant ce titre, le célèbre chroniqueur du journal *Haaretz* sous-entend que l'armée israélienne, mieux connue sous son acronyme de *Tsahal* (*Tsva Haganah* *Le Israel* – Forces de défense d'Israël), n'est plus celle des pères fondateurs d'Israël, auréolée des victoires de 1956 et 1967, mais celle d'une société postmoderne écartelée par des forces de plus en plus contradictoires. Il constate que Tsahal est à la fois plus performante sur le plan technique et plus vulnérable sur le plan humain, même si la motivation des jeunes Israéliens à défendre leur patrie reste intacte. Parallèlement, le think tank suédois SIPRI estime qu'Israël possède le cinquième plus important budget de défense par pourcentage de PIB (6,5%) et le troisième par habitant (1 882 \$/habitant)². Ces classements, bien qu'incomplets n'en reflètent pas moins l'impressionnant effort de défense entretenu par ce pays d'à peine 8 millions d'habitants.

Reste à savoir si l'armée israélienne a tiré les leçons de ses guerres au Liban, des deux Intifadas et de ses interventions récentes contre la bande de Gaza³, et plus encore si elle est prête à faire face aux bouleversements qui affectent désormais la région. Avec la découverte d'importants gisements gaziers en Méditerranée orientale, la guerre civile syrienne, la crise nucléaire iranienne et les implications des révolutions arabes, Israël est en effet confronté à un large spectre de menaces qui requièrent des réponses différentes. Sauf à s'épuiser en essayant de tout couvrir, l'armée israélienne va donc devoir hiérarchiser ces menaces et se préparer en conséquence. C'est tout le débat que le nouveau ministre de la défense, Moshé Yaalon, va devoir arbitrer.

¹ Comme Amos Harel l'a confié à l'auteur lors d'une interview à Tel-Aviv, le 24 avril 2013. Confer les deux ouvrages d'Amos Harel et Avi Issacharoff : *34 Days – Israel, Hezbollah and the War in Lebanon*, New York, Palgrave Macmillan, 2009 ; *La 7^e guerre d'Israël*, Paris, Hachette Littératures, 2005.

² Selon la base de données sur les dépenses militaires d'Israël, de 2011, réalisée par Stockholm International Peace Research Institute, accessible à l'adresse : <http://milexdata.sipri.org/result.php4>

³ Se reporter notamment à la note de recherche d'Eitan Shamir intitulée « Operation Pillar of Defense: An Initial Strategic and Military Assesment », Begin Sadat Center for Strategic Studies, Tel Aviv, 4 décembre 2012.

Le nouveau cadre politique et sociétal

Alors que les révolutions arabes continuent de transformer en profondeur les équilibres régionaux, l'Etat d'Israël doit faire face à des défis majeurs comme il n'en a pas rencontré depuis plusieurs décennies. Dans ce contexte incertain et risqué, il apparaît plus important que jamais, pour la communauté de défense israélienne, de s'assurer d'une direction politique efficace et de la conservation de ses rares soutiens diplomatiques. En parallèle, Tsahal doit également prendre en compte les mutations d'une société diverse et de plus en plus fragmentée sur laquelle la défense va pourtant devoir continuer de fonder l'essentiel de ses ressources.

Pallier l'incertitude politique et diplomatique

Les responsables de Tsahal sont interpellés par les bouleversements intervenus dans l'environnement proche d'Israël. Ce qu'il est convenu d'appeler le « Printemps arabe » s'est traduit par une instabilité politique comme la région n'en avait pas connu depuis la fin de la période coloniale, faisant voler en éclat tous les paradigmes sécuritaires israéliens⁴. Alors qu'au lendemain de l'opération « Plomb durci », le pouvoir israélien s'estimait dans une posture stratégique très solide, quatre ans plus tard, il craint d'avoir fait un bond de quarante ans en arrière. Il constate qu'il lui faut de nouveau concevoir une défense tous azimuts : ayant perdu l'alliance militaire avec la Turquie depuis l'affaire du *Mavi Marmara*, le pays doit toujours faire face à l'Iran qui lui conteste son monopole nucléaire au Moyen-Orient, au Hamas dans Gaza ainsi qu'au Hezbollah retranché au Sud-Liban, mais il doit en plus composer avec les combattants djihadistes qui se multiplient en Syrie et dans la péninsule du Sinaï, prendre en compte les remous de la scène politique égyptienne, conserver un œil sur la Jordanie qui pourrait basculer à son tour dans la révolte et sur l'Irak à l'avenir encore incertain mais qui pourrait bientôt disposer des moyens de reforger sa puissance militaire. L'establishment israélien est donc passé d'une situation gérable où le Hezbollah, le Hamas et l'Iran représentaient les seules menaces réelles, à une nouvelle donne où des menaces diffuses peuvent surgir de partout. Comme l'a déclaré Ehud Barak quelques mois avant de quitter ses fonctions : « Israël est confronté à des défis complexes de près comme de loin. Nous suivons avec vigilance l'évolution de la situation, bien qu'il soit difficile de prévoir où cela nous mènera⁵ ». Pour

⁴ Comme avait pu s'en rendre compte l'auteur lors d'une série d'interviews auprès de responsables sécuritaires israéliens, conduites au Collège de Défense de l'OTAN, à Rome, au printemps 2011, puis en Israël.

⁵ *Guysen Israel News*, 4 septembre 2012.

l'instant, ce sont les menaces émanant de son environnement immédiat (territoires palestiniens, voisins arabes) qui accaparent l'attention des stratèges israéliens.⁶

Sur le plan politique et diplomatique, la défense israélienne est également confrontée à des échéances plus ou moins proches. Dans l'immédiat, le défi est d'ordre strictement politique : après six ans de relative stabilité gouvernementale, les élections de mars 2013 semblent avoir modifié le jeu politique à la Knesset, en induisant des changements de personnalités et de politiques. A moyen terme, la politique de défense est dominée par la crainte d'une résurgence du problème palestinien sous la forme d'une troisième Intifada qui imposerait une solution politique. Enfin, les enjeux de long terme sont marqués par la nature structurelle de l'alliance américano-israélienne que les responsables israéliens souhaitent maintenir à tout prix.

A court terme : le renouveau gouvernemental

A la suite des élections législatives de mars 2013, et après six années passées à la tête du ministère de la Défense, Ehud Barak, ancien *Ramatkal* (chef de l'état-major général) et ancien Premier ministre, qui se targue d'être le soldat le plus décoré de l'armée israélienne, a dû finalement passer la main à Moshé Yaalon, comme lui, ancien *Ramatkal* et issu des parachutistes. En confiant le ministère de la Défense à ce poids lourd du Likoud, passé de la gauche à une droite dure, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a confirmé une tradition bien ancrée selon laquelle ce ministère crucial devait revenir à un ancien militaire, l'épisode Amir Peretz (2006-2007) n'ayant pas été probant.⁷

Agé de 62 ans, le nouveau ministre, qui a participé à toutes les guerres d'Israël depuis celle du Kippour, a fait l'essentiel de sa carrière dans le renseignement et les forces spéciales (il a notamment commandé la fameuse Sayeret Matkal⁸). Il est considéré comme un spécialiste de la lutte contre la guérilla palestinienne. Il s'est retrouvé en première ligne pour combattre la seconde Intifada (1999-2005), d'abord en tant que commandant du front central en charge de la Cisjordanie, puis en qualité de chef d'état-major des armées. Il fut ainsi la cheville ouvrière de l'opération « Rempart », en 2002, visant le démantèlement de l'infrastructure militaire des *feddayin*. On lui doit un certain nombre de déclarations controversées, comparant l'activisme palestinien à un « cancer qui doit être traité »⁹ et le mouvement *Chalom Archav* (La Paix maintenant) à un « virus »¹⁰. En 2005, il a fait valoir ses droits à la retraite pour ne pas avoir à mettre en œuvre le retrait unilatéral de Tsahal de la bande de Gaza, auquel il était ouvertement opposé. Autant ses pairs lui reconnaissent une intelligence, un courage et un leadership certains,

⁶ Comme a pu s'en rendre compte l'auteur lors d'interviews en Israël, du 20 au 26 avril 2013.

⁷ Le rapport *Winograd* (publié en 2007), élaboré après l'échec relatif de la deuxième guerre du Liban, a stigmatisé le manque de professionnalisme et de maîtrise des questions militaires d'Amir Peretz, syndicaliste professionnel.

⁸ Force spéciale.

⁹ *Haaretz*, 27 août 2002.

¹⁰ *Maariv*, 19 août 2009.

autant ils lui reprochent son caractère taciturne et son entêtement sur la question palestinienne dont les têtes pensantes du ministère estiment qu'elle doit être désormais appréhendée de manière politique, et non plus seulement répressive¹¹. Sa nomination à la tête du ministère de la Défense a donc été largement interprétée comme un signe de la priorité que la nouvelle coalition gouvernementale dirigée par Benjamin Netanyahu apporterait à la préparation de la lutte contre un éventuel soulèvement palestinien.

Pour le seconder, Moshé Yaalon s'appuie sur un ministre adjoint, Danny Danon, jeune figure montante du Likoud. Ce politicien formé par Ariel Sharon s'est distingué par des prises de positions très hostiles aux Palestiniens et aux Iraniens. Il est notamment responsable du front intérieur (*Home Front Defense*), une structure administrative chargée de gérer au quotidien la défense civile et l'engagement des forces armées dans les territoires occupés (zone C, en vertu des accords d'Oslo II du 24 septembre 1995), dans ceux sous administration partagée (zone B), ainsi qu'aux points de contrôle avec la zone A (sous contrôle intégral de l'Autorité palestinienne).

Le ministère des Affaires stratégiques (récemment élargi à la coordination du renseignement et aux relations internationales en attendant la nomination d'un ministre des Affaires étrangères)¹², accueilli dans les locaux ultramodernes du ministère de la Défense à Tel-Aviv et confié à Youval Steinitz (55 ans, Likoud), n'est en fait qu'une coquille vide. Ce poste, confié à Moshé Yaalon dans le précédent gouvernement, permet de justifier la nomination au gouvernement de proches alliés du Premier ministre, après que la Knesset a décidé de supprimer, pour raisons d'économies, la charge de ministre « sans portefeuille ». Philosophe atypique, blessé pendant la première guerre du Liban et un temps proche du mouvement *Chalom Archav*, Youval Steinitz s'est engagé contre le retrait unilatéral de Gaza. Il est également hostile à une formule prônant l'annexion des colonies en même temps qu'un retrait unilatéral par Tsahal des autres territoires de Cisjordanie (une option envisagée par un nombre croissant de ténors du Likoud et des partis religieux). De l'avis des observateurs, sa présence est de nature à contrebalancer les prises de positions de Moshé Yaalon sur le dossier palestinien.

Sur le plan structurel, l'un des principaux défis auxquels Yaalon et Danon vont devoir faire face est la baisse inéluctable du budget de la défense. Compte tenu de l'ampleur de la dette israélienne (74.4% du PIB), la coalition au pouvoir va être obligée de procéder à des arbitrages douloureux et à des coupes sombres dans de nombreux budgets. Malgré le contexte très incertain qui caractérise le Proche-Orient, les forces armées ne peuvent pas échapper aux fourches caudines du ministère des

¹¹ Comme l'a constaté l'auteur lors d'une série d'interviews à Tel-Aviv, du 20 au 26 avril 2013, et comme en témoignent d'anciens chefs du Shin Beth dans le remarquable documentaire de Dror Moreh « The Gatekeepers », nommé aux Oscars et diffusé par les télévisions occidentales (ARTE TV, avril 2013).

¹² Le ministère des Affaires étrangères, promis à Avigdor Lieberman, est actuellement rattaché aux services du Premier ministre, en attendant que le chef du parti russophone résolve ses problèmes judiciaires.

Finances tenu par Yaïr Lapid (du parti centriste *Yesh Atid* « Il y a un futur »), pilier indispensable de la coalition gouvernementale. Le résultat des dernières élections a en effet montré que les Israéliens privilégient désormais l'agenda intérieur – notamment l'amélioration du niveau de vie des classes moyennes – sur toute autre considération, y compris militaire. Tout indique qu'après des décennies de hausse constante, le budget de la Défense, premier poste budgétaire en Israël, est appelé à diminuer de 3 à 5 %. Alors qu'en 2012 il s'élevait à 12,2 milliards de dollars – auxquels se sont ajoutés les 3 milliards de dollars de l'assistance militaire américaine pour un total de 15,2 milliards de dollars – il pourrait bien ne pas dépasser les 11,7 milliards de dollars en 2013. Les responsables militaires sont donc invités à rationaliser leurs dépenses, en privilégiant l'achat d'équipements moins coûteux, même s'ils ne sont pas d'origine américaine. La procédure américaine FMS (*Foreign Military Sales*) les autorise en effet à consacrer jusqu'à 25 % des sommes allouées par le Congrès à l'achat de matériels non américains. Pour lisser les effets de cette réduction budgétaire, le gouvernement israélien tente de convaincre les Etats-Unis d'accroître leur assistance financière (établie par le Congrès à 3 milliards de dollars par an jusqu'en 2017)¹³. Lors de sa récente visite en Israël (20-22 mars 2013), le président Barack Obama a ainsi alloué un bonus de 200 millions de dollars au gouvernement israélien.

A moyen terme : la crainte d'une troisième intifada

Si les enjeux strictement internes dominent l'horizon immédiat de la politique de défense, le moyen terme est marqué, dans les esprits de tous, par la crainte d'une évolution du conflit israélo-palestinien qui reste depuis quelques années figé, sans qu'aucun élément tangible ne laisse espérer un déblocage du dossier par la voie de la négociation. Ni la récente opération « Pilier de défense » conduite par l'armée israélienne contre le Hamas à Gaza (novembre 2012), ni la reconnaissance formelle de la Palestine comme « Etat observateur non membre » par l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 2012), ni la désignation de Tzipi Livni comme représentante du gouvernement israélien chargée de négocier le dossier palestinien, ni enfin les pressions internationales ou américaines exercées contre les deux protagonistes n'ont créé les conditions d'une reprise sérieuse du dialogue.

Cette situation apparemment inextricable, conjuguée aux rivalités persistantes entre le Fatah et le Hamas, rend chaque jour plus crédible l'éventualité d'une nouvelle irruption de violence, planifiée ou non¹⁴. Les

¹³ Israël reste le premier bénéficiaire de l'assistance financière (gratuite) américaine, devant l'Egypte et la Jordanie.

¹⁴ Comme en témoignent les déclarations (17 décembre 2012) de plusieurs députés israéliens (notamment Zahava Galon) considérant que la relance de la colonisation par le gouvernement Netanyahu porte en elle les ferments d'une troisième Intifada, mais aussi les résultats d'un sondage réalisé début décembre 2012 par l'*Arab World Research and Development* démontrant que 88 % des Palestiniens considèrent que la lutte armée reste le meilleur moyen d'obtenir, sur le terrain, l'indépendance palestinienne acquise par Mahmoud Abbas à l'Assemblée générale des Nations unies.

dirigeants Israéliens semblent aujourd'hui s'y résigner¹⁵. Ils disent avoir accepté l'idée d'une solution à deux Etats (notamment pour des raisons démographiques)¹⁶, mais ils sont incapables de la mettre en œuvre avec un partenaire politique légitime du côté palestinien. Cette indécision des autorités israéliennes est l'une des raisons expliquant qu'elles n'aient pas repris le contrôle de la bande de Gaza lors de la récente opération « Pilier de Défense », ne sachant pas, ensuite, à qui en remettre les « clés ». Intuitivement, les responsables israéliens comprennent qu'il leur faudra traiter avec le Hamas, mais s'y refusent pour l'instant.

De fait, les responsables sécuritaires israéliens semblent beaucoup plus préoccupés par le déclenchement, spontané ou non, d'une nouvelle révolte palestinienne, susceptible d'être appuyée par divers mouvements djihadistes (en provenance du Sinaï, de Jordanie ou de Syrie), que par le dossier iranien piloté directement par Washington. Sur ce dossier, Moshé Yaalon fait preuve aujourd'hui de beaucoup plus de prudence que par le passé, lorsqu'il n'hésitait pas à adopter un ton très virulent face à l'Iran. Il est vrai qu'en tant qu'ancien chef du service de renseignement de l'armée, il est convaincu de l'efficacité des actions clandestines comme des risques induits par d'hypothétiques frappes aériennes à l'utilité contestée, y compris par d'anciens dirigeants du Mossad¹⁷.

A long terme : préserver l'alliance américaine et l'assistance allemande

Élément exogène dans la région, Israël a toujours dépendu pour sa sécurité de soutiens extérieurs. Cette vérité, appelée à perdurer tant qu'un règlement régional du conflit israélo-arabe ne sera pas trouvé, s'exprime aujourd'hui avec une force particulière. Face à la nouvelle équation stratégique qui est en train de se mettre en place en Méditerranée¹⁸ et compte tenu de son isolement grandissant sur la scène internationale, Israël sait qu'il lui faut préserver à tout prix ses relations spéciales avec Washington et, dans une moindre mesure, Berlin. Les Etats-Unis et l'Allemagne restent en effet ses plus fidèles soutiens et l'assurent d'une assistance militaire vitale qui lui permet d'envisager la modernisation de son arsenal et de maintenir par là même l'écart technologique avec ses adversaires potentiels.

Outre la contribution annuelle de 3 milliards de dollars du Congrès, le Pentagone assiste Tsahal dans le domaine de l'entraînement et du C4I. L'industrie de défense américaine livrerait à l'industrie israélienne les cellules et châssis lui permettant de fabriquer les chars *Merkava* et les VBCI *Namer*. Le gouvernement israélien s'est, pour sa part, engagé dans le programme *Joint Strike Fighter* qui lui permettra d'acquérir, à l'horizon 2015-2016, une première tranche de 20 chasseurs-bombardiers furtifs F-35

¹⁵ Comme a pu s'en rendre compte l'auteur lors d'une série d'interviews avec des responsables sécuritaires israéliens, à Tel-Aviv et Jérusalem, du 20 au 26 avril 2013.

¹⁶ En 2013, Israël et les territoires palestiniens comptent 5,7 millions de Juifs et 6,3 millions d'Arabes et de Palestiniens, rendant impossible l'option d'un Etat binational aux yeux de tous ceux qui militent pour qu'Israël soit l'Etat des Juifs.

¹⁷ Tel Efraim Halevy, cité par l'agence de presse *Guysen Israel News*, 22 octobre 2012.

¹⁸ Pierre Razoux, « Vers une nouvelle équation stratégique en Méditerranée », *Note de Recherche Stratégique* n° 1, Ecole militaire, janvier 2013, accessible à l'adresse : www.defense.gouv.fr/irsem.

(pour un total affiché de 75 appareils). Il est actuellement en pourparlers avec le Pentagone pour l'achat de l'avion de transport hybride V-22 *Osprey* (au moins 6 exemplaires, destinés à conduire des missions spéciales et des missions de recherche et d'évacuation de pilotes éjectés en territoire ennemi)¹⁹, du ravitailleur en vol KC-135 (indispensable pour soutenir une campagne de frappes à longue distance), mais surtout de l'intercepteur furtif F-22, fleuron de la technologie américaine, pour l'instant interdit d'export par le Congrès. Parallèlement, le gouvernement israélien utilise ses relais à Washington et Berlin pour s'opposer à toute vente de systèmes d'armes sophistiqués aux pays arabes.

Malgré ces coopérations industrielles, les sujets de tensions ne manquent pas, notamment sur les dossiers iranien et palestinien et les relations personnelles tendues entre Obama et Netanyahu sont désormais bien connues. Tout en augmentant l'assistance militaire à Israël pour ménager l'AIPAC et le Congrès, le Président des Etats-Unis décide désormais seul des grands axes de sa politique moyen-orientale, sans se concerter avec Jérusalem. C'est cette tendance que vient confirmer la nomination de Chuck Hagel au Pentagone, alors même que celui-ci s'est déclaré favorable au dialogue avec l'Iran et à une ligne plus ferme vis-à-vis de la politique israélienne de colonisation.

De son côté, l'Allemagne a certes annoncé l'élargissement de sa coopération militaire avec Israël²⁰, mais elle s'est abstenue (au lieu de voter contre) lors du vote de reconnaissance de l'Etat palestinien aux Nations unies. Sur le plan industriel, les autorités allemandes livrent gratuitement du matériel militaire aux Israéliens et coopèrent étroitement avec eux dans le domaine de l'intégration des missiles de croisière à bord des sous-marins de classe *Dolphin*, porteurs supposés de missiles de croisière à tête nucléaire. Le nouveau gouvernement israélien sait donc qu'il n'est d'autre choix que de ménager le président Obama et la chancelière Merkel, s'il ne veut pas se retrouver isolé, laissant son peuple et ses forces armées seuls face à leur destin. Si le soutien de telles puissances extérieures est une condition primordiale pour la sécurité d'Israël, il n'est pourtant pas suffisant. Plus encore que dans les autres pays occidentaux, la défense de l'Etat hébreu est en effet intrinsèquement liée au lien des armées avec la société civile.

Tsahal face à une société fragmentée

En plus de leur rôle fondamental de défense du territoire, les forces armées israéliennes constituent une institution sociale extrêmement importante par le biais de la conscription universelle, appliquée depuis l'indépendance du pays, et désormais élément structurant de son identité. Obligatoire pour les seuls citoyens juifs et druzes, le service militaire est d'une durée de deux ans pour les femmes, de trois ans pour les hommes et de quatre ans pour les officiers (quel que soit leur sexe). Dans les années qui viennent, cette

¹⁹ Selon les journalistes israéliens spécialistes des questions de défense, le Secrétaire à la Défense américain aurait promis, lors de sa récente visite en Israël (21 avril 2013), la livraison de quatre V-22 à Tsahal, en 2014.

²⁰ *Handelsblatt*, 29 novembre 2012.

institution va pourtant devoir faire face à une crise importante, du fait de plusieurs évolutions lentes mais inéluctables de la société israélienne.

La baisse progressive du taux de natalité des classes moyennes et l'augmentation du nombre d'exemptés (26 % des hommes et 42 % des femmes en âge d'être incorporés) diminuent mécaniquement le nombre de conscrits rejoignant chaque année les rangs de l'armée. La croissance régulière de la population israélienne depuis les vagues d'immigration massives des années 1990 n'a pas suffi à inverser la tendance, notamment parce que nombre de primo-arrivants sont trop âgés pour effectuer leur service militaire, ou n'y sont pas astreints, compte tenu des accords bilatéraux liant Israël à leur pays d'origine.

Pour tenter de pallier cette carence et diminuer le sentiment d'injustice de nombreux Israéliens qui critiquent l'exemption automatique dont bénéficient les juifs ultra-orthodoxes²¹, la Knesset a adopté, le 1^{er} août 2012, une loi dite « du service militaire pour tous » (loi Tal) obligeant à terme les juifs ultra-orthodoxes à effectuer leur service militaire dans un environnement adapté (les préservant notamment de toute présence féminine et leur garantissant des locaux cashers et des plages horaires pour la prière). Les modalités d'application de cette loi, actuellement en cours de discussion, suscitent bien des controverses (notamment dans une société où les religieux sont de plus en plus influents) et soulèvent la question du rapport coût-efficacité de cette mesure. L'adaptation des casernements va coûter cher, alors même que le volume des ultra-orthodoxes affectés à des unités de combat (au sein de la brigade Kfir) ne devrait pas dépasser les deux bataillons d'infanterie (soit moins d'un millier d'hommes). De nombreux experts doutent en outre de la capacité de ces jeunes « hommes en noir »²², qui n'ont pas suivi de cycle scolaire classique (passant l'essentiel de leur temps à étudier les textes sacrés), à obéir à des officiers laïques et à mettre en œuvre des armements sophistiqués. Certains intellectuels, comme Ilan Greilsammer de l'Université Bar Ilan, suggèrent plutôt d'obliger les juifs ultra-orthodoxes à effectuer un service civil réduit et à suivre des cours « normaux » de sciences, mathématiques et langues, afin de faciliter leur insertion dans la société, plutôt que de les contraindre à porter les armes²³.

Par-delà la question religieuse, les débats auxquels se livrent actuellement généraux et politiciens, pour rendre plus supportable le principe même du maintien de la conscription, portent plus généralement sur la chasse aux exemptions, sur la réduction de la durée du service militaire (l'objectif étant de passer de 36 à 30, voire même à terme à 24 mois pour le service militaire masculin) et sur la diminution des périodes obligatoires de rappel (pour passer de 4-5 semaines à 2-3 semaines annuelles). Cette dernière mesure, récemment répercutée dans la presse, suscite une levée de boucliers parmi les associations de réservistes, car le

²¹ Selon une étude menée en 2010, les ultra-orthodoxes (*haredim*) représentent désormais 8 % de la population israélienne, accessible à l'adresse : <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3890330,00.html>.

²² Ilan Greilsammer, *Les hommes en noir. Essai sur les parties ultra-orthodoxes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991.

²³ Interview avec Ilan Greilsammer, Jérusalem, 26 avril 2013.

système de la réserve est une aubaine pour de nombreux officiers et sous-officiers qui reçoivent un traitement bien supérieur à leur salaire habituel pendant leur période de rappel sous les drapeaux²⁴.

En plus de ces effets d'aubaine, l'armée reste le dernier outil de cohésion d'une société de plus en plus inégalitaire (y compris face à la conscription) écartelée entre droite et gauche, juifs de toutes origines ethniques, laïcs et orthodoxes, riches et pauvres, urbains et ruraux. Ce rôle est d'autant plus important que tous les autres facteurs de cohésion – au premier rang desquels l'éducation et le modèle de protection sociale – ont volé en éclat, laissant libre cours aux discours populistes. L'heure n'est donc pas à la professionnalisation de l'armée, d'autant plus que les généraux misent toujours sur des effectifs importants pour repousser une agression extérieure, qui demeure envisageable au regard d'un contexte régional particulièrement tendu. Grâce au système de la réserve (obligatoire un mois par an pour les hommes), l'effectif total de Tsahal est censé atteindre, en cas de mobilisation, 642 000 hommes et femmes (177 000 personnels d'active et 465 000 réservistes), soit 10 % de la population israélienne soumise au service militaire, un taux record que n'approche que la Corée du Nord. En réalité, le nombre de réservistes effectivement rappelables ne dépasserait pas les 400 000 hommes, portant ainsi le total des forces armées israéliennes mobilisables à 577 000 hommes et femmes.

Pour l'establishment militaire, la crise du monde arabe présente au moins l'avantage d'accroître le syndrome de la citadelle assiégée, ce qui lui permet d'apparaître comme l'ultime gardien d'un Etat de plus en plus isolé et d'une société de plus en plus morcelée. Les généraux entendent bien reprendre un peu du pouvoir perdu ces vingt dernières années, au profit de la classe politique. Ils espèrent convaincre une jeunesse de plus en plus matérialiste et individualiste de continuer d'accepter le principe d'une conscription longue.

Grâce à d'importants efforts consentis dans le domaine de l'entraînement et de l'équipement, les généraux essaient d'en finir avec une armée à plusieurs vitesses, composée de quelques unités d'élite entraînant une masse d'unités de qualité très variable. Ces efforts portent sur le contrôle de foule et le maintien de l'ordre, notamment auprès des jeunes appelés, pour éviter de se laisser entraîner dans une escalade incontrôlable de la violence pouvant dégénérer en soulèvement populaire. Il faut s'adapter à des recrues moins aguerries que leurs aînés, parfois plus endoctrinées idéologiquement (qu'il s'agisse d'objecteurs de conscience ou de colons nationalistes), mais aussi au poids grandissant du lobby des « mères de soldat » qui exigent d'être tenues au courant de l'état de santé de leurs enfants et qui détiennent les coordonnées personnelles du commandant d'unité, afin de pouvoir l'appeler en cas de problème²⁵. Il leur faut également éviter qu'une communauté particulière ne soit surreprésentée, comme cela tend à être le cas des russophones dans l'infanterie. Il convient aussi de prendre en compte les impératifs de

²⁴ *Haaretz*, 26 avril 2013.

²⁵ Pour une analyse détaillée des contraintes sociologiques, lire Stuart Cohen: *Israel and its Arm. From cohesion to confusion*, Londres, Routledge, 2008.

communication et de censure (en gérant intelligemment le rapport aux journalistes), à l'heure de la banalisation des *smartphones* qui permet à tout soldat de diffuser dans les médias, en temps réel, des images susceptibles d'influencer l'opinion publique²⁶. Les généraux doivent surtout veiller au maintien de la discipline dans une société individualiste, perméable à l'influence de réseaux criminels comme en témoigne des trafics d'armes récurrents et le vol récent de pièces de moteurs de F-16 sur une base israélienne²⁷. Cela implique de promouvoir des méthodes de commandement plus souples et mieux adaptées à l'évolution du comportement des conscrits qui ne passent plus par le moule du kibboutz. Ces méthodes doivent afficher clairement le respect des valeurs morales reconnues comme universelles, pour susciter l'adhésion de jeunes conscrits originaires des quatre coins du monde, qui ne partagent plus forcément la même éducation²⁸.

Les généraux doivent enfin prendre en compte l'influence grandissante des milieux religieux nationalistes (*kippot srougot*) et des colons qui développent une stratégie d'appropriation de l'outil militaire, cherchant à occuper un maximum de postes clés, afin d'être en mesure de s'opposer à toute décision politique (par exemple d'évacuation des colonies) qui irait à l'encontre de leur ligne idéologique²⁹. D'après Amos Harel, 15 % des officiers supérieurs, 25 % des officiers subalternes et le tiers de la troupe seraient proches des colons et des milieux religieux nationalistes³⁰. Cette question est encore plus prégnante dans le contexte de l'application éventuelle « de la conscription pour tous » où des conscrits ultra-orthodoxes pourraient se retrouver en première ligne. Pour l'instant, les profils des officiers appelés aux plus hautes fonctions sont rigoureusement scrutés et les conscrits orthodoxes sont regroupés au sein de quelques unités particulières, notamment la brigade mécanisée Kfir qui bénéficie d'un mode de fonctionnement adapté.

Un autre effet pervers de l'influence grandissante des religieux orthodoxes concerne la place des femmes dans l'armée, qui a récemment été remise en question par plusieurs groupes de pression, alors même qu'elles constituent le tiers des forces armées d'active (même si seulement 2 % d'entre elles servent dans des postes de combat), que davantage de femmes sont brevetées chaque année pilotes de chasse et que pour la première fois, une femme (Orna Barbivai) a été promue général en 2011. Cette fronde machiste a contraint le chef d'état-major à monter au créneau pour réaffirmer solennellement son attachement au rôle des femmes dans l'armée, allant même jusqu'à évoquer une possible discrimination positive en leur faveur pour renforcer leurs droits et leurs perspectives de carrière.

La nouvelle donne politique et diplomatique qui caractérise la défense israélienne aujourd'hui est donc fondamentalement plus complexe

²⁶ Marc Hecker, « La communication de Tsahal entre hésitations et innovations », *DSI hors-série*, n° 9, 2009, pp. 83-85.

²⁷ *Guysen Israel News*, 6 décembre 2012.

²⁸ Gal Hirsh, « The moral values determine the outcome », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, pp. 8-9.

²⁹ Pierre Razoux, « Une armée en pleine mutation », *DSI hors-série*, n° 9, 2009, p.16.

³⁰ Interview avec l'auteur à Tel-Aviv, le 24 avril 2013.

que celle qui l'a précédée : à l'ennemi clairement identifié et à la société patriotique unitaire ont succédé des menaces diverses et une société fragmentée. Face à de tels défis, la question se pose pour Tsahal et la communauté de défense israélienne de savoir quelle stratégie adopter, compte tenu des ressources nécessairement limitées. Faute de parvenir à réaliser un tel arbitrage, c'est l'efficacité de l'ensemble de l'outil militaire qui pourrait être mise en péril.

Les raisons d'un non-choix stratégique

Le contexte géopolitique, instable depuis 2011, et les mutations politiques et sociales à l'intérieur même d'Israël sont lourdes de conséquences stratégiques. Face à un tel climat d'incertitude, les stratèges israéliens ne semblent pas parvenir à effectuer de choix, et tentent à l'inverse de préparer Tsahal à l'ensemble des possibles. C'est dans ce contexte, marqué par une inquiétude grandissante face à l'avenir de la région et du pays, que se renforce le complexe obsidional qui pousse les stratèges israéliens à revenir aux fondamentaux stratégiques du pays et à sécuriser le territoire tout en maintenant leur capacité de dissuasion.

Retour aux fondamentaux

Ne sachant pas quelle forme revêtira la prochaine guerre, l'institution militaire se doit de se préparer à toutes les formes d'affrontements : raid en profondeur, lutte anti-insurrectionnelle, guerre urbaine, guerre mécanisée de haute intensité, interception de missiles, action navale. Concilier ces défis multiples requérant des armements et des savoir-faire parfois radicalement différents constitue une gageure que les stratèges de Tsahal espèrent atteindre en revenant aux principes fondamentaux qui ont assuré le succès initial des armes israéliennes : en vrac, frapper fort, loin, le premier et par surprise, mobiliser rapidement les troupes, porter les combats en territoire adverse, diviser ses ennemis, conduire une guerre rapide, sanctuariser le territoire israélien et punir l'adversaire pour qu'il ne recommence pas³¹. Sur le plan opérationnel, ces principes induisent plusieurs impératifs : retrouver confiance en soi et en ses chefs par la valeur de l'exemple et par un entraînement exigeant fondé sur le principe du « qui peut le plus, peut le moins », regagner la maîtrise du combat d'infanterie et du combat urbain (y compris au corps à corps), retrouver les synergies du combat interarmes et interarmées (quelque peu oubliées depuis les grandes opérations aéroterrestres des années 1960 à 1980) et renforcer les capacités de frappe à longue distance.

Un effort particulier est consenti depuis plusieurs années dans le domaine de l'infanterie, du maintien de l'ordre et du contrôle de foule (où des lacunes demeurent), de la doctrine, mais surtout du C4I qui doit permettre de gérer des opérations mieux synchronisées avec des effectifs moins importants tout en disposant d'une plus grande puissance de feu.

³¹ Sarah Nahoum, *La doctrine d'emploi de Tsahal : entre rupture et continuité*, Cahier de la recherche doctrinale, CDEF, ministère de la Défense, janvier 2012, p.56.

La capacité d'action dans la profondeur, sous forme de raids stratégiques, est également un des éléments qui devrait se voir renforcé dans le contexte actuel. La mise en œuvre de telles opérations échoit prioritairement aux forces spéciales et à l'aviation qui agissent aussi bien sur le territoire israélien que dans les territoires occupés ou administrés par l'Autorité palestinienne, mais aussi au-delà des frontières. La pratique assumée de raids à longue distance, dans la lignée de ceux sur Entebbe, Osirak ou Tunis, marque un retour aux fondamentaux de la doctrine israélienne. Les frappes contre le site nucléaire syrien d'Al Kibar, en septembre 2007³², contre un convoi de camions transportant des armes pour le Hamas, au Soudan en janvier 2009, et plus récemment contre une usine d'armes de Khartoum, le 24 octobre 2012, sont autant de rappels que le gouvernement israélien s'autorise à agir où bon lui semble pour empêcher ses adversaires de se renforcer. Le message s'adresse bien évidemment à l'Iran, mais pas seulement. Tous ces raids se déroulent désormais de nuit, en coordination interarmées, impliquant de nombreux moyens appartenant à l'aviation (y compris des drones MALE et HALE), aux forces terrestres, mais aussi à la marine qui sécurise bien souvent les itinéraires de vol, que ce soit en Méditerranée ou en mer Rouge.

Les forces spéciales, qui se retrouvent aux premières loges pour ce type de missions, alignent aujourd'hui huit unités spécialisées (*sayerot*) dans la lutte antiterroriste, la reconnaissance et l'action en profondeur : Shaldag (rattachée à l'aviation, spécialiste des missions CSAR), Shayetet 13 (13^e Flottille – commandos-marine), Egoz (front Nord), Duvdevan (front Centre), Rotem (front Sud), Tzanhanim (parachutistes), Yahalom (génie, sabotage et démolition), ainsi que la Sayeret Matkal, maintenue sous le commandement direct du chef d'état-major de Tsahal pour les missions jugées les plus risquées ou les plus importantes.

Une double stratégie d'emmurement et de dissuasion

Depuis son demi-échec de 2006 contre le Hezbollah, l'institution militaire israélienne a du mal à se remettre du choc engendré par la publication du rapport Winograd qui avait suggéré la mise à l'écart du chef d'état-major général (Dan Haloutz) et qui avait stigmatisé le manque de combativité des fantassins, la coordination interarmes insuffisante, l'incohérence de certaines décisions d'état-major et, plus grave, une stratégie globalement inadaptée³³. Les généraux Gaby Ashkenazy et Benny Gantz, qui ont succédé à Dan Haloutz à la tête de Tsahal, se sont attachés à redresser la barre, permettant au pouvoir israélien de lancer dans de meilleures conditions l'opération « Plomb durci » contre le Hamas à Gaza (hiver 2008-2009). Là encore, les objectifs n'ont pas tous été atteints et les critiques ont été vives, sur la scène internationale comme sur la scène intérieure, même si le pouvoir israélien a estimé avoir rétabli sa posture dissuasive³⁴.

³² Pierre Razoux, « Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux », *Politique Etrangère*, n° 1, 2008, pp. 9-22.

³³ Pierre Razoux, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus stratégique*, n° 2, octobre 2007.

³⁴ Anthony Cordesman, « The Gaza War: A Strategic Analysis », CSIS, Washington, février 2009 ; Pierre Razoux, « Une armée en pleine mutation », *DSI hors-série*, n° 9, 2009.

Entre temps, les révolutions arabes et les bouleversements géopolitiques qui s'en sont suivis sont venus à nouveau mettre à mal les certitudes israéliennes. En attendant que la situation régionale se décante, le pouvoir israélien tempore et accélère la construction ou la rénovation de murs de protection autour d'un territoire à géométrie variable. Au sud, la nouvelle barrière de sécurité délimitant la frontière entre Israël et l'Égypte est quasiment achevée (il ne manque plus que les dix derniers kilomètres au niveau du poste frontière de Taba). Cette barrière vise à empêcher l'infiltration de terroristes dans le désert du Néguev et à limiter les trafics en provenance du Sinaï. En deux ans, elle a permis de réduire le nombre d'immigrants illégaux, la plupart d'origine africaine, entrant en Israël de 30 000 à quelques dizaines d'individus, tout en limitant les capacités d'action des djihadistes aux seuls tirs de roquettes à travers la frontière³⁵. Sur la côte, le blocus maritime et le rideau de fer terrestre isolant la bande de Gaza demeurent hermétiques, même s'ils n'empêchent pas les tirs de missiles contre Israël, comme le Hamas l'a démontré pendant l'opération « Pilier de défense ». Au centre du pays, le mur de séparation à travers la Cisjordanie est en cours de prolongation. En limitant et contrôlant très strictement les mouvements de Palestiniens à l'intérieur d'Israël, ce mur, bien que très contesté, a réduit de manière drastique le nombre d'attentats en Israël tout en redessinant de nouvelles lignes qui pourraient un jour servir de frontières aux deux États. Au nord, la barrière de sécurité longeant la frontière syrienne est en train d'être durcie et modernisée. Elle est systématiquement grillagée, renforcée, rehaussée (à 5 mètres de hauteur) et équipée de capteurs sophistiqués tout comme de postes de surveillance et de tir. Les dirigeants israéliens estiment en effet que les djihadistes, de plus en plus nombreux aux abords du plateau du Golan, constituent une menace directe pour la sécurité d'Israël, *a fortiori* si le régime de Bachar el-Assad venait à tomber. Quant à la barrière séparant Israël du Liban, celle-ci fait l'objet d'entretiens constants pour empêcher toute infiltration en territoire israélien. D'ici la fin de l'année 2013, ce programme d'emmurement, qui bénéficie de financements prioritaires prélevés directement sur le budget des forces terrestres, devrait être achevé.

Pour renforcer cette politique de « bunkérisation », le pouvoir israélien n'a de cesse de crédibiliser sa stratégie de dissuasion qu'il conçoit de manière globale, comme la somme des actions et moyens visant à convaincre ses adversaires potentiels de l'inutilité d'entamer les hostilités à l'encontre d'Israël. Sur le plan conventionnel, c'est bien évidemment le sens des opérations « Plomb durci » et « Pilier de défense » contre le Hamas, tout comme celui des menaces brandies en direction du gouvernement libanais au cas où le Hezbollah choisirait de se lancer dans une nouvelle confrontation avec Israël. Le général Eizenkot, chef d'état-major adjoint, est l'un des pères de cette « doctrine Dahya » élaborée à l'issue de la guerre de 2006, qui tire son nom d'un quartier chiite de Beyrouth, fief du Hezbollah, ravagé par les bombardements israéliens lors du conflit. Le message se veut simple : puisque le Hezbollah fait désormais partie intégrante du gouvernement libanais, c'est l'État libanais dans son ensemble qui doit être visé par d'éventuelles frappes israéliennes au cas

³⁵ Comme l'ont confirmé à l'auteur plusieurs responsables sécuritaires.

où la milice chiite déclencherait à nouveau les hostilités contre Israël³⁶. C'est également le sens des frappes aériennes ponctuelles en Syrie (les 29 janvier, 3 mai et 5 mai 2013) pour éviter que des armes chimiques ou des armes trop sophistiquées (missiles balistiques, antichars, antiaériens ou antinavires) ne tombent dans de mauvaises mains (tout particulièrement celles du Hezbollah). Sur le plan non-conventionnel, c'est le sens des déclarations sibyllines du président Shimon Pérès qui a lancé l'avertissement suivant : « je suggère à nos ennemis de ne pas sous-estimer nos capacités militaires, qu'elles soient visibles ou dissimulées³⁷ ». Ses propos prennent d'autant plus de sens qu'ils émanent du père du programme nucléaire militaire israélien, qui fait partie de ceux qui considèrent qu'Israël gagnerait en crédibilité en assumant ouvertement son statut de puissance nucléaire.

Les forces stratégiques israéliennes seraient constituées de trois escadrons de missiles balistiques sol-sol mobiles, totalisant probablement une cinquantaine de *Jéricho* II, IIB et III d'une portée moyenne de 1 400, 2 000 et 7 000 kilomètres³⁸. Une version améliorée du *Jéricho* III, d'une portée supérieure à 10 000 km, serait en cours de développement³⁹. Si les anciens missiles *Jéricho* I, obsolètes, ont très probablement été retirés du service, certains missiles *Jéricho* II et III pourraient avoir été modifiés (en remplaçant l'ogive nucléaire par une tête de pénétration durcie) pour conduire des frappes conventionnelles contre des sites enfouis ou particulièrement protégés.

En plus de ses missiles balistiques, Israël dispose d'aviation de combat pour mettre en œuvre son arsenal crédité de 200 têtes nucléaires⁴⁰. Compte tenu des contraintes techniques et politiques, mais aussi du coût induit par le maintien à niveau d'un arsenal atomique, il n'est pas utile pour Israël de conserver autant d'armes nucléaires, quatre-vingt lui suffisant sans doute pour rester parfaitement dissuasif. Il est probable en revanche qu'il les ait modernisées et miniaturisées. Les militaires israéliens disposent également de missiles de croisière *Delilah* et *Popeye Turbo* de conception locale (Washington s'étant toujours refusé à leur livrer des missiles *Tomahawk*), susceptibles d'être embarqués à bord des trois (et bientôt quatre) sous-marins anaérobies de type 800 livrés par l'Allemagne. Ces missiles, d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, peuvent contenir une tête nucléaire miniaturisée⁴¹. Israël

³⁶ Jean-Loup Samaan, « The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006 », *Comparative Strategy* (printemps 2013 – en instance de publication).

³⁷ *Guysen Israel News*, 4 septembre 2012.

³⁸ Jean-Louis Promé, « Une dissuasion nucléaire fonctionnant sans arsenal nucléaire ? », *DSI hors-série*, n° 9, *op. cit.*, pp. 42-47. La portée de ces missiles dépend en fait de la masse – et donc de la puissance – de la tête militaire.

³⁹ Anshel Pfeffer, « IDF test-fires ballistic missile in central Israel », *Haaretz*, 2 novembre 2011.

⁴⁰ *Military Balance 2012*, IISS, Londres, Routledge, pp. 328-331 ; Philippe Wodka-Gallien (dir.), *Dictionnaire de la dissuasion*, Marines éditions, 2011, pp. 195-196.

⁴¹ Si l'on en croit le site Internet très bien informé de la *Federation of American Scientists*, un *Popeye Turbo* modifié lancé par un sous-marin israélien croisant dans l'océan Indien aurait atteint une cible située à 1500 km de distance, en mai 2000, article accessible à l'adresse <http://www.fas.org/nuke/guide/israel/missile/popeye-t.htm>.

disposerait donc en théorie de la fameuse « triade stratégique » (missiles balistiques, vecteurs aériens, sous-marins lanceurs d'engins) lui assurant une capacité de frappe en second. En pratique, il est douteux que la composante sous-marine soit pleinement opérationnelle. Trois sous-marins ne suffisent pas pour assurer une permanence opérationnelle à la mer. Le quatrième ne devrait pas quitter l'Allemagne avant la fin 2013 et plus probablement le printemps 2014. Le cinquième ne devrait pas arriver en Israël avant 2015, au mieux, tandis que le sixième, dont l'achat n'a pas été encore formalisé, ne serait livré à Israël qu'en 2018 pour remplacer le premier qui devrait être retiré du service à cette échéance. Les trois sous-marins actuels sont déjà employés à plein potentiel pour accomplir leurs missions non conventionnelles, notamment de renseignement et d'infiltration-exfiltration de commandos. Leur mouillage sommaire dans la base navale d'Haïfa n'est pas adapté à la gestion complexe des procédures nucléaires. C'est peut-être l'une des raisons qui ont poussé les autorités israéliennes à autoriser récemment la construction d'une nouvelle base pour ces sous-marins⁴². En attendant que cette dernière composante sous-marine soit effectivement opérationnelle, une chose reste sûre : Israël met progressivement en place les outils d'une stratégie de dissuasion nucléaire envers l'Iran, dans l'hypothèse où celui-ci parviendrait à acquérir la bombe atomique, ou du moins le niveau technologique lui permettant de la produire rapidement s'il décidait de rester au seuil de cette capacité.

L'objectif persistant de sanctuarisation du territoire

C'est l'un des paradoxes auxquels doit faire face le pouvoir israélien : il n'a jamais disposé d'un outil aussi puissant et technologiquement avancé et pourtant, il lui est de plus en plus difficile de garantir la sanctuarisation de son territoire, qui est vulnérable aux tirs de roquettes et de missiles, comme le Hezbollah ou le Hamas l'ont prouvé en 2006, 2008 et 2012. La population israélienne, habituée à l'efficacité militaire et sécuritaire, ne comprend pas que Tshal soit incapable d'intercepter de vulgaires roquettes et obus de mortier, alors même que le concept de sanctuarisation est l'un des piliers de la doctrine stratégique israélienne et que pendant les guerres israélo-arabes, aucune bombe n'est tombée sur une grande ville israélienne⁴³. Elle ne comprend pas non plus pourquoi les services de sécurité et de renseignement, pourtant équipés des outils les plus sophistiqués, ne parviennent pas à arrêter les terroristes suicides, alors même qu'au plus fort de la lutte contre l'OLP, aucun *feddayin* n'avait joué les *kamikazes*. Elle ne comprend tout simplement pas que le contexte a changé et qu'elle constitue désormais une cible bien plus attractive et vulnérable que la moindre des unités militaires. Le paradigme s'est donc inversé. Pour marquer l'opinion publique et imposer des négociations, les adversaires d'Israël n'ont plus besoin d'abattre un avion ou de détruire un char. Il leur suffit de harceler la population israélienne et de lui rendre la vie impossible. Les divisions blindées et les escadrons de chasseurs bombardiers ne sont alors d'aucune utilité, à moins de se lancer dans de vastes représailles qui ne font qu'accroître l'impopularité et l'isolement d'Israël.

⁴² « Elbit Systems to construct a new submarine base in Haifa », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 69.

⁴³ A l'exception des missiles Scud irakiens tirés contre Israël lors de la deuxième guerre du Golfe de 1990-1991.

Pour contrer cette logique asymétrique, le pouvoir israélien développe une double stratégie politique et technologique. D'un côté, il relance la colonisation pour donner des gages aux ultras-nationalistes, les seuls qu'il craigne vraiment, et pour montrer aux activistes palestiniens que les tirs de roquettes sont contre-productifs. De l'autre, il accélère la mise en place d'une défense antimissile à plusieurs niveaux supposée protéger la population urbaine de tous types de projectiles. A l'échelon tactique, celle-ci repose sur le système « Dôme de fer » (*Iron Dome*), censé intercepter les roquettes et missiles de courte et moyenne portée tirés depuis la bande de Gaza, le Sud-Liban ou tout territoire sous contrôle d'organisation terroriste. Ce système a acquis sa notoriété lors de la récente opération « Pilier de défense », au cours de laquelle il aurait détruit 35 % des projectiles tirés contre Israël et 85 % des projectiles ayant visé de grands centres urbains⁴⁴. Il repose sur cinq batteries de lanceurs réparties de manière à protéger au mieux les principaux sites urbains. Une sixième batterie de nouvelle génération doit être livrée à l'été 2013. Lors de sa visite, le président Barack Obama se serait montré favorable à ce que le Congrès finance d'autres batteries. Outre son efficacité relative, ce système est pénalisé par son coût de fonctionnement élevé : chaque missile vaut environ 40 000 dollars et il en faut plusieurs pour détruire une salve de roquettes à quelques centaines de dollars seulement. A ce prix, les stocks de munitions pourraient être rapidement épuisés.

A l'échelon du front, ce sont six batteries de missiles *Hawk* améliorés et quatre autres de missiles *Patriot PAC 2* qui assurent la défense antiaérienne de théâtre du territoire israélien. Chacune de ces batteries est constituée de plusieurs unités de tir. Ces missiles vieillissants seront progressivement remplacés par douze batteries du tout nouveau système « Fronde de David » (*David's Sling*), à partir de la fin de l'année 2013⁴⁵. Celui-ci a été testé avec succès⁴⁶ lors du dernier affrontement avec le Hamas qui a servi également de *showroom* à l'industrie de défense israélienne⁴⁷.

A l'échelon stratégique, l'interception endo-atmosphérique de missiles balistiques qui pourraient être tirés d'Iran, de Syrie ou d'Arabie saoudite, incombe à trois batteries de missiles Arrow 2 capables de détruire leur cible à 150 km du territoire israélien. Cette bulle de protection complète la stratégie de dissuasion nucléaire d'Israël, tout particulièrement à l'égard de pays tels que l'Iran. Elle n'est toutefois pas totalement

⁴⁴ Reuters, 19 novembre 2012. Une première étude (*Perspectives Papers* n° 151) publiée le 24 octobre 2011 par le BESA Center de l'Université Bar Ilan de Tel-Aviv, tenant compte des résultats opérationnels obtenus lors des escarmouches d'avril 2011, faisait état d'un score voisin de 90 % d'interceptions réussies.

⁴⁵ Il s'agit de missiles sol-air autonomes de dernière génération, conçus conjointement par l'israélien Rafael et l'américain Raytheon, capables d'intercepter tout aéronef hostile à 250 km de distance.

⁴⁶ « David's Sling success caught on Film », *The Times of Israel*, 27 novembre 2012.

⁴⁷ Israël, qui exporte 80 % de sa production d'armes, s'est en effet hissé au 5^e rang mondial des pays exportateurs d'armement et l'affichage d'un score élevé du système « Dôme de fer » viserait aussi à permettre à l'industrie israélienne de l'exporter plus facilement. Sur ce point, Vincent Lamigeon, « Ce qu'on ne dit pas sur l'opération militaire d'Israël à Gaza », *Challenges*, 21 novembre 2012.

hermétique, puisque le Hezbollah est parvenu à envoyer un drone à proximité de la centrale nucléaire de Dimona, le 6 octobre 2012 (date anniversaire de l'attaque surprise arabe lors de la guerre du Kippour), avant que celui-ci ne se fasse abattre par un chasseur F-16 israélien. Ce drone avait bien été repéré dès le franchissement de la frontière israélo-libanaise, mais le chasseur dépêché pour l'intercepter l'avait perdu sur son radar, compte tenu de sa faible vitesse et de sa très petite taille, avant de l'acquiescer à nouveau et de le détruire. Le 25 avril 2013, la chasse israélienne s'est rattrapée en abattant un autre drone envoyé par le Hezbollah, cette fois au large d'Haïfa.

Aujourd'hui, c'est la région d'Eilat qui constitue le talon d'Achille de la défense anti-missile israélienne. Cette station balnéaire située sur la mer Rouge constitue en effet un objectif hautement symbolique (présence de nombreux touristes qui alimentent en devises les caisses de l'Etat et qui concourent à l'image de sécurité que le gouvernement israélien cherche à projeter à l'étranger). Sa protection pâtit cependant de contraintes techniques, juridiques et politiques. Tout d'abord, la configuration géographique particulière de l'étroite bande d'Eilat, entourée d'un relief montagneux, côté égyptien, masque partiellement les trajectoires des roquettes tirées par les djihadistes cachés à proximité, réduisant par là même le délai d'interception (et donc l'efficacité) du système Dôme de fer. Ensuite, les termes du traité de paix de camp David n'autorisent pas, en théorie, le déploiement de missiles (même défensifs) à proximité d'Eilat, cette zone contiguë à la frontière égyptienne étant censée être démilitarisée. Enfin, les autorités israéliennes font preuve de retenue et veulent éviter de provoquer inutilement la partie égyptienne, sachant que les missiles tirés par le système Dôme de fer exploseraient en territoire égyptien, à l'heure où certains au sein du gouvernement des Frères musulmans restent à l'affût d'un prétexte qui lui permettrait de remettre en question l'accord de paix liant les deux pays. Les différents éléments salafistes et djihadistes égyptiens et gazaouis, en sont pleinement conscients et seraient déterminés à accroître la pression contre Israël en ciblant la région d'Eilat, afin de créer une pomme de discorde qui pousserait Israéliens et Egyptiens à dénoncer leur traité de paix. C'est la raison pour laquelle les renseignements militaires israélien et égyptien maintiennent une coordination étroite, de manière à déminer par avance tout malentendu. Une liaison directe relie ainsi les deux services pour gérer en temps réel les incidents frontaliers. Les Israéliens fourniraient également de l'imagerie (spatiale et drone) aux Egyptiens pour leur permettre de combattre plus efficacement les djihadistes. De l'aveu même de responsables israéliens, la coopération sécuritaire entre Israël et l'Egypte n'aurait jamais été aussi étroite que depuis la chute d'Hosni Moubarak⁴⁸.

Face à un tel écheveau de menaces et suite à l'adoption d'une stratégie de sécurité nationale « tous azimuts », les armées israéliennes doivent adapter à la fois leurs structures de forces et leurs choix capacitaires. C'est ce dernier volet de la politique de défense qu'il convient d'analyser désormais, en suivant les mutations de l'outil militaire.

⁴⁸ Témoignages recueillis en Israël par l'auteur, du 20 au 26 avril 2013.

Les mutations de l'outil militaire

Exception aussi bien régionale qu'occidentale, Israël continue de maintenir un outil militaire puissant et étoffé, comme aucune autre démocratie depuis la fin de la guerre froide. L'incertitude stratégique permanente et la volonté de faire face à l'ensemble du spectre de la conflictualité font aujourd'hui peser sur Tsahal de très lourdes responsabilités qui ne peuvent être honorées qu'au prix d'un effort financier et humain considérable. L'héritage de structures de forces bâties à partir d'un ennemi clair et identifié doit aujourd'hui évoluer vers davantage de flexibilité et de polyvalence, sans pour autant perdre l'effet de masse nécessaire à une défense efficace. Chacune à leur manière, les grandes composantes (haut commandement, terre, air, marine, et peut-être demain cyber) des forces armées israéliennes doivent donc adapter leurs structures comme leurs capacités, pour répondre aux défis posés.

Une structure horizontale de haut commandement

Pour gérer les défis auxquels fait face Tsahal, Moshé Yaalon et Danny Danon peuvent compter sur un quatuor de généraux qui « tiennent » littéralement l'institution militaire entre leurs mains : Benny Gantz⁴⁹ (54 ans), chef d'état-major des armées, dont le mandat vient d'être prolongé jusqu'en 2015 ; Gadi Eizenkot⁵⁰ (53 ans), qui a été nommé chef d'état-major adjoint en mars 2013 et qui exerce une tutelle directe sur le grand

⁴⁹ Parachutiste, spécialiste du front libanais où il a servi à plusieurs reprises, Benny Gantz peut se targuer d'une réelle expérience dans la lutte anti-insurrectionnelle. Contrairement à son prédécesseur Gaby Ashkénazi, il est aussi à l'aise sur le terrain que dans les sphères politiques et diplomatiques, comme en témoigne son passage à Washington (2005-2009) en tant qu'attaché de défense, qui lui a permis de tisser des réseaux très précieux pour sa carrière. Fin politique, opportuniste, il a pris soin de nouer des liens cordiaux avec Benjamin Netanyahu dont il ne partage pas forcément toutes les options. De l'avis général, Benny Gantz est bon partout, sans être brillant. Ses détracteurs lui reprochent un manque de vision stratégique, même s'ils lui reconnaissent un sens réel du compromis, qui lui a permis de consolider sa position.

⁵⁰ De l'aveu même d'Ehud Barak dont il a été l'assistant militaire lorsque celui-ci était Premier ministre, Gadi Eizenkot est l'officier le plus doué de sa génération. Fantassin (issu de la prestigieuse brigade Golani qu'il a commandée), ce sépharade de petite taille, à l'aspect bonhomme, malicieux et rusé, emporte l'adhésion de ses troupes et de ses subordonnés. Ses pairs lui reconnaissent un véritable sens stratégique et une expérience opérationnelle remarquable. Son excellente connaissance du front Nord pourrait s'avérer très précieuse si Tsahal devait conduire une nouvelle guerre contre le Liban. Il sait plaire à tout le monde, même aux journalistes, ce qui ferait de lui, à terme, un excellent ministre de la Défense s'il s'engageait en politique.

quartier général (GQG) des forces terrestres ; Aviv Kochavi⁵¹ (48 ans), chef d'Aman, service de renseignement militaire ; Amir Eshel (54 ans), commandant des forces aériennes et spatiales et responsable à ce titre de tout ce qui vole au sein de Tsahal (aéronefs, hélicoptères, drones, satellites). Ce dernier, pilote de chasse émérite (qui a volé sur A-4, Super Phantom, F-16 et F-15), fils de survivants de la Shoah, a conduit la formation de F-15 qui a survolé le camp d'Auschwitz, en 2003, promettant que les pilotes israéliens seraient l'ultime rempart du peuple juif face à un nouvel Holocauste. Depuis, il a tout fait, notamment en tant que responsable de la planification des opérations aériennes, pour que l'aviation soit prête à frapper l'Iran, si le Premier ministre israélien en donnait l'ordre. Nul doute que sa présence dans ce quatuor de généraux contribue à convaincre les observateurs avertis que même si Tsahal se prépare en priorité à une guerre contre le Hamas, le Hezbollah ou la mouvance djihadiste, elle n'en reste pas moins prête à frapper l'Iran. Un cinquième homme, le général Ehud Shani, joue également un rôle crucial en tant que Directeur général du ministère de la Défense, puisqu'il chapeaute l'intégralité du ministère et qu'il assure l'interface entre civils et militaires (jouant ainsi le rôle de chef de cabinet et de Secrétaire général de l'administration). Ce sépharade madré, ancien tankiste reconverti dans les questions de cyber-défense, catalogué à gauche, très proche de l'ancien ministre Ehud Barak, a toutefois fait valoir ses droits à la retraite. Son successeur n'a pas encore été désigné, mais il sera indubitablement un proche du ministre.

Si l'on en croit Amos Harel, il est rare qu'Israël dispose simultanément d'une telle équipe de généraux brillants et compétents à la tête de Tsahal, sans qu'aucun scandale ne vienne polluer la gestion des affaires courantes⁵². Mais paradoxalement, l'excellence de cette équipe est également un handicap, car elle exacerbe les egos et les rivalités, notamment dans la perspective de la désignation du successeur de Benny Gantz à la tête de l'état-major (même si de l'avis général, le général Gadi Eizenkot semble aujourd'hui le mieux placé pour lui succéder)⁵³. Amir

⁵¹ Aviv Kochavi a rejoint l'armée lors de la 1^{re} guerre du Liban (1982). Parachutiste, il bascule dans le renseignement et les forces spéciales où il effectue toute sa carrière. Ses pairs reconnaissent à ce sépharade polyglotte, souriant, rusé et excellent communicant, une intelligence rare, une vraie vision et un charisme certain. Sa gestion réussie du retrait unilatéral de Tsahal de la bande de Gaza, en 2005, accélère sa carrière et le propulse, en 2010, à la tête du service de renseignement militaire où il hérite de la délicate gestion des conséquences (pour l'armée israélienne) des révolutions arabes, de la guerre civile en Syrie et de l'accélération du programme nucléaire iranien. Sur ce dernier dossier, il fait preuve d'une grande prudence, militant plutôt pour le renforcement des sanctions et des actions clandestines, accessible à l'adresse :

<http://www.thedailybeast.com/articles/2013/03/14/what-the-head-of-israel-s-military-intelligence-thinks-of-iran.html>. Nombre d'experts estiment qu'il a le potentiel pour devenir chef d'état-major à l'horizon 2018.

⁵² Interview avec l'auteur, Tel-Aviv, 24 avril 2013. Le précédent chef d'état-major, Gaby Ashkénazi, fait ainsi l'objet d'une enquête judiciaire dans l'affaire Harpaz de fuites et diffamation visant à influencer le choix de son successeur.

⁵³ Le général Yaïr Naveh (55 ans), qui occupait jusqu'à tout récemment le poste de chef d'état-major adjoint avant de pantoufler dans le privé, serait également dans la course. Cet ancien fantassin, rompu au combat urbain et à la lutte antiguérilla, qui a occupé tous les postes opérationnels les plus importants, pourrait constituer

Eshel, surnommé « Napoléon » par ses pairs, aimerait bien faire mentir l'ancien chef d'état-major Gabi Ashkénazi qui avait proclamé (en 2007) qu'il n'y aurait plus d'aviateur chef d'état-major de Tshal, après le mandat controversé du général Dan Haloutz, dont la stratégie du « tout aérien » avait été très contestée lors de la seconde guerre du Liban de 2006.

Malgré les multiples plans de réforme qui se sont succédés ces dernières années (« Catapulte », « Tefen / Kela » et « Halamish »), l'état-major général, placé directement sous l'autorité du chef d'état-major et de son adjoint, demeure une structure horizontale qui se veut la plus réactive possible.⁵⁴

Cette organisation horizontale, si elle facilite les échanges et les synergies, a toutefois l'inconvénient d'engendrer des querelles de chapelle dont la gestion occupe une bonne partie du temps du chef d'état-major et de son adjoint. S'il est en revanche un domaine dans lequel la coordination semble excellente, c'est celui de l'analyse prospective, actuellement partagé entre la direction « analyse stratégique » du ministère de la Défense⁵⁵, confiée à l'inoxydable Amos Gilad⁵⁶, et le bureau « planification stratégique » de la division Planification de l'état-major général. Cette fonction d'analyse prospective est renforcée par les liens étroits qui unissent ces deux services à l'*Institute for National Security Studies* (INSS) de Tel-Aviv (anciennement *Jaffee Center for Strategic Studies*), le *think tank* israélien le plus en pointe sur les questions de stratégie et de sécurité, actuellement dirigé par Amos Yadlin, ancien chef d'Aman, secondé d'Udi Dekel (qui a occupé de hautes fonctions au sein de la communauté du renseignement militaire), qui organise régulièrement des séminaires de haute tenue sur les questions stratégiques liées à l'avenir du Proche-Orient, mais aussi sur les nouvelles formes de conflictualité.

La création, en décembre 2011, d'un commandement « horizontal » spécialisé dans l'action en profondeur (*Deep Action Corps*) participe beaucoup plus à une stratégie d'intimidation envers l'Iran qu'à une réelle modification des modes opératoires⁵⁷. Ce commandement, qui reste aujourd'hui une coquille largement vide, a été confié au général Shai Avital, ancien commandant de la sayeret maatkal, spécialiste de l'action clandestine. Son mandat consisterait à coordonner les actions secrètes visant le programme nucléaire iranien, mais en aucune façon la

un candidat idéal si Tshal se trouvait confronté à une vaste insurrection palestinienne.

⁵⁴ Une description détaillée de l'état-major est proposée dans l'annexe I. Source : Site officiel de l'armée israélienne, accessible à l'adresse www.idf.il.

⁵⁵ En France, l'équivalent de cette direction serait la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense ou le CAPS du ministère des Affaires étrangères.

⁵⁶ Amos Gilad (58 ans) est depuis plusieurs années l'un des hommes les plus influents de l'appareil sécuritaire israélien, chargé de missions discrètes auprès des interlocuteurs, reconnus ou non, du gouvernement israélien. Professionnel du renseignement, il serait sur le départ car jugé trop proche de l'ancien ministre de la Défense Ehud Barak à qui il doit beaucoup.

⁵⁷ Marc Henry, « Israël se dote d'une nouvelle force de frappe contre l'Iran », *Le Figaro*, 19 décembre 2011.

planification et l'orchestration d'éventuelles frappes contre l'Iran qui restent de la responsabilité de l'état-major.

L'inévitable réduction des forces terrestres

Alors que le plan « Kela 2008-2012 » élaboré après la guerre de 2006 prônait une réduction sensible des effectifs pléthoriques des forces terrestres, tout particulièrement au sein des divisions blindées de réserve à l'efficacité douteuse, les révolutions arabes ont perturbé, du moins dans un premier temps, les plans des stratèges israéliens craignant de devoir faire face à des menaces tous azimuts. Aujourd'hui, ceux-ci disent y voir plus clair⁵⁸. Deux de leurs craintes majeures semblent s'être évanouies : une agression militaire conventionnelle de l'Égypte à travers la péninsule du Sinaï ; une attaque conjointe arabe sur tous les autres fronts. L'état-major de Tshal semble donc décidé, poussé par de fortes contraintes budgétaires, à poursuivre ce processus de déflation des effectifs, d'autant plus qu'il lui faudra un jour ou l'autre rénover ses casernes délabrées et ses infrastructures très vieillissantes. Cette politique devrait être déclinée très prochainement à travers un nouveau plan d'action pour les années 2013-2017. Pour l'instant, les forces terrestres (125 000 personnels d'active, plusieurs centaines de milliers de réservistes⁵⁹) comptent encore 16 divisions : deux divisions blindées d'active (face à la Syrie et à la Jordanie), six divisions partiellement mobilisées (blindée, parachutiste et surtout d'infanterie mécanisée territoriale) et huit divisions blindées de réserve⁶⁰.

A terme, au moins trois divisions blindées de réserve (probablement les 340^e, 380^e et 560^e) dotées d'armements obsolètes (chars *Merkava* 1 et M-60) devraient être dissoutes, réduisant ainsi le nombre de divisions à 13. Le quotidien *Haaretz* s'en est fait l'écho dans son édition du 26 avril 2013, en annonçant la démobilisation de plusieurs dizaines de milliers de réservistes et la suppression de plusieurs grandes unités blindées de réserve, jugées inutiles et trop coûteuses. La tendance est en effet à la rationalisation des matériels, au renforcement des unités d'infanterie et à l'alourdissement des unités mécanisées en les équipant systématiquement de véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) *Namer*, *Achzarit*, *Nakpadon* et *Nagmachon* (qui utilisent tous des châssis de chars de combat) et de véhicules de combat du génie *Puma*. La logique tactique qui prévaut est donc celle du rouleau compresseur et de la protection des combattants. Les forces d'active regroupent cinq brigades blindées (7^e, 188^e, 264^e, 401^e et 460^e), cinq brigades mécanisées (1^{re} « Golani », 2^e « Carmeli », 84^e « Givati », 900^e « Kfir » et 933^e « Nahal »), une brigade parachutiste (35^e) et trois brigades d'artillerie (209^e, 212^e et 215^e), dont une équipée de 30 lance-roquettes multiples M-270 de 227 mm. Ces unités mettent en œuvre 600 chars *Merkava* 3-4, 765 VBCI, 500 transports de troupes M-113A2 et 250 obusiers automoteurs M-109A5 de 155 mm. Bien qu'elles puissent être engagées par brigades, elles forment de plus en plus fréquemment des groupements tactiques constitués de manière ponctuelle

⁵⁸ Entretiens à Tel-Aviv et Jérusalem, avril 2013.

⁵⁹ Sauf mention contraire les chiffres donnés dans ce texte proviennent de sources issues des entretiens de l'auteur en Israël, ils ne correspondent pas nécessairement à ceux du *Military Balance 2012* donné en référence mais ont été actualisés.

⁶⁰ Pour plus de détails, voir le tableau en annexe n° 2.

pour répondre au mieux aux impératifs de la mission (notamment en cas de combat urbain, par exemple dans l'hypothèse d'une action contre la Cisjordanie ou la bande de Gaza). Les unités territoriales regroupent 16 brigades d'infanterie mécanisées (M-113) partiellement mobilisées (souvent un ou deux bataillons sur les trois que comptent traditionnellement les unités d'infanterie). Elles sont déployées aux frontières, à proximité des zones sensibles ou aux points de passage avec les territoires palestiniens. Les unités de réserves (16 brigades blindées, 8 mécanisées, 8 d'artillerie et 2 parachutistes), théoriquement mobilisables en 72 heures, alignent pour leur part 1 700 chars (930 *Merkava* 1-2-3, 110 *Magach-7* et 660 M-60), 4 500 M-113 et 580 pièces d'artillerie stockés dans des dépôts répartis dans tout le pays. Au total, l'armée israélienne disposerait donc de 64 brigades de combat, dont 37 de mêlée capables de conduire des actions offensives en territoire ennemi. A l'horizon 2020, les cinq brigades blindées et cinq brigades mécanisées d'active, qui forment le noyau dur immédiatement disponible des forces terrestres, devraient être équipées de 700 chars *Merkava* 4 et 660 VBCI *Namer* (utilisant le châssis du *Merkava*), tous bénéficiant du système de protection TROPHY leur permettant de limiter au maximum la probabilité d'être touchés par des missiles antichars⁶¹.

S'il n'y a pas de règle stricte en la matière, certaines brigades « historiques » alignant jusqu'à 6 bataillons, la plupart des brigades respectent en général une structure ternaire à trois bataillons de combat et un ou deux bataillons d'appui (génie, lutte antichar). En cas d'offensive, les brigades blindées n'agiraient pas seules, mais en étroite coordination avec les brigades mécanisées chargées de nettoyer le terrain et de prendre d'assaut les positions retranchées adverses (y compris la chaîne de villages fortifiés tenue par le Hezbollah, au Sud-Liban, sur les collines faisant face à Israël). A cet égard, le titre du dossier du dernier numéro de la revue *Israel Defense* est évocateur : « *The IDF prepares for future confrontations on the new Northern Front* » (avril 2013). Dans cette optique, les brigades parachutistes sont censées conduire des opérations dans la profondeur pour encercler l'adversaire (le Hezbollah en l'occurrence) et l'isoler de ses bases logistiques (quartiers sud de Beyrouth et vallée de la Bekaa). Ces brigades parachutistes sont en réalité des unités aéromobiles transportées par l'imposante flotte d'hélicoptères de manœuvre (48 S-70 et 35 CH-53 qui doivent être remplacés à terme par des CH-53K *Super Stallion*) renforcée par la quinzaine d'avions de transport tactique (12 C-130E/H, 3 C-130J) mis en œuvre par les forces aériennes. Dans les faits, Tsahal a perdu depuis longtemps son savoir-faire en termes d'opérations aéroportées (la dernière remonte à la guerre des Six Jours). Depuis la guerre du Kippour, l'armée israélienne déploie ses « parachutistes » soit par hélicoptère, soit par poser d'assaut (type opération Entebbe).

L'armement standard des fantassins reste principalement d'origine israélienne : pistolet *Jericho* 941 (9 mm), pistolet-mitrailleur *Mini Uzi* (9 mm), fusils d'assaut *Tavor* et *Galil* (5,56 mm), mitrailleuse légère *Negev* (5,56 et 7,62 mm), fusils de précision *Galatz* et SR-25 (7,62 mm), lance-roquettes *MATADOR* (90 mm, développé en partenariat avec Singapour),

⁶¹ La répartition des brigades de combat au sein des forces terrestres figure dans le tableau en annexe n° 3.

missiles antichars *Spike* et *Nimrod*, mortier *Soltam M-65* (120 mm)⁶². Cette préférence nationale s'explique à la fois par la volonté d'autonomie d'Israël qui veut pouvoir équiper ses forces terrestres sans devoir dépendre de quiconque, y compris pour ses chars et ses blindés, mais aussi par son besoin de promouvoir son industrie de défense qui reste l'une des principales sources de rentrée de devises du pays (17,2 % des exportations industrielles en 2010)⁶³.

Rationaliser les moyens aériens et spatiaux

Avec 40 000 personnels d'active et autant de réservistes, la force aérienne et spatiale (*Heyl Ha'Avir*) constitue toujours le fer de lance de Tsahal, que les opérations impliquent des chasseurs bombardiers, des hélicoptères d'attaque, des avions de guerre électronique, des drones ou des satellites d'observation, et bien souvent les cinq à la fois. Pour coordonner au mieux l'ensemble de ces moyens, l'état-major général a créé un commandement aérien et spatial intégré sur le modèle de l'US Air and Space Command, renforçant davantage encore les synergies entre Israël et les Etats-Unis. Ce nouveau commandement, dirigé par le général Amir Eshel, supervise l'ensemble des forces aériennes, le centre spatial de Palmahim (situé au sud de Tel-Aviv), les satellites de reconnaissance et de communication en orbite terrestre (*Ofeq 7*, *TecSar 8-9*, *Eros B*, *Amos 5-6*)⁶⁴, les batteries antimissiles et les composantes balistique et aéroportée des forces stratégiques. Son efficacité est d'autant plus grande qu'il serait relié directement au quartier-général de l'US Air and Space Command, sur la base Peterson (Colorado), qui surveille l'espace aérien israélien et peut prendre la main pour coordonner l'interception de missiles hostiles, d'autant plus facilement que les Etats-Unis disposent d'une base radar dans le désert du Néguev (Mont Keren), dans le cadre de leur bouclier antimissile⁶⁵. Tsahal conserverait néanmoins une autonomie suffisante pour conduire seul une opération jugée politiquement sensible.

Pour limiter les dépenses exponentielles des forces aériennes qui absorbent un peu plus de la moitié du budget de la Défense, l'état-major a dû réduire le nombre d'escadrons et d'aéronefs de combat, mais aussi limiter au maximum le type d'appareils pour rationaliser la logistique et l'entretien. Alors qu'il y a quinze ans, l'aviation israélienne comptait 19 escadrons de chasse, 450 avions de combat (de cinq types différents) et 150 autres en réserve, elle n'aligne plus aujourd'hui que 300 avions de combat (uniquement des F-15 et F-16 de dernière génération ou

⁶² Les Etats-Unis fournissent en revanche aux fantassins israéliens la totalité de leurs missiles sol-air portatifs (*Stinger*), de leurs fusils de contre-sniping (*Barrett* de 12,7 mm) et de leurs mitrailleuses lourdes via l'indétrônable *Browning* de 12,7 mm.

⁶³ Jacques Bendelac, « Du dirigisme militaro-industriel au libéralisme civil : l'économie israélienne dans tous ses états », *Politique Etrangère*, n° 1, 2013, p. 46.

⁶⁴ L'industrie spatiale israélienne met au point actuellement les satellites *Ofeq 10* & *11* qui seraient dotés d'un champ de vision triple et d'une résolution deux fois plus précise (à 600 km d'altitude) que celle de la génération actuelle (*Ofeq 7* & *9*). Le premier de ces deux satellites pourrait être lancé à la fin de l'année 2013.

⁶⁵ Karl Vick & Aaron Klein, « How a US Radar Station in the Negev affects a potential Israel-Iran Clash », *Time Magazine*, 30 mai 2012.

récemment modernisés) répartis en 12 escadrons⁶⁶ regroupés sur six grandes bases aériennes : une au nord d'Israël (Ramat David), deux au centre (Hatzor et Tel Nof) et trois au sud (Hatzerim, Nevatim et Ramon)⁶⁷. Les avions de chasse placés en réserve ont été réduits de moitié (75 F-16 A/B « Netz » répartis au sein des 116^e, 140^e et 144^e escadrons). De même, le nombre d'hélicoptères d'attaque est passé de 120 à 75 (45 AH-64 Apache et 30 AH-1 *Cobra* répartis au sein des 113^e, 190^e, 160^e et 161^e escadrons). Suivant cette même logique d'économie, le commandement des forces aériennes et spatiales vient d'acquérir 30 Aermacchi M-346 *Master* italiens, sensiblement moins chers que leurs concurrents américains, pour renouveler sa flotte d'avions d'entraînement.

La plupart des chasseurs bombardiers ont été optimisés pour des missions de frappe à longue distance (notamment les F-15B/D et les F-16D biplaces qui viennent ainsi renforcer les F-15I et F-16I spécifiquement conçus pour ce type de mission). Leurs pilotes s'y entraînent régulièrement, n'hésitant pas à longer la Méditerranée et la mer Rouge pour démontrer leur capacité à atteindre des objectifs situés très loin de leurs bases. De fait, si les circonstances l'exigeaient, le commandement des forces aériennes et spatiales serait en mesure de lancer jusqu'à 230 appareils à l'assaut de cibles situées à 1 500 kilomètres de distance. Ces appareils, qui sont également de redoutables chasseurs, seraient capables d'assurer eux-mêmes leur protection. Certains d'entre eux pourraient être ravitaillés en vol par la flotte de trois Lockheed KC-130 et sept Boeing KC-707 du 120^e escadron, doublant ou triplant ainsi leur rayon d'action. Un contrat portant sur la livraison de trois KC-135 américains serait en cours de finalisation entre Tel-Aviv et Washington. En cas de raid, les chasseurs bombardiers et les ravitailleurs en vol seraient très certainement accompagnés des cinq Gulfstream G-550 *Nachshon* (et bientôt sept, puisque deux supplémentaires viennent d'être commandés⁶⁸) de guerre électronique et guet aérien, destinés à détecter et aveugler toute opposition aérienne. Pour conserver au maximum l'effet de surprise et réduire les capacités de réactions ennemies, de telles frappes se dérouleraient de nuit, grâce aux équipements de vision nocturne équipant l'ensemble des personnels navigants et, sans doute, également après une offensive cybernétique visant à neutraliser les systèmes informatiques adverses. Sans attaquer aussi loin, l'aviation israélienne reste prête à frapper toute menace terrestre qui viendrait à débouler en direction du Golan, si le régime syrien était tenté par la fuite en avant.

S'il est un secteur qui s'est en revanche développé, c'est celui des drones. Trois escadrons (166^e, 200^e et 210^e) basés à Palmahim et Tel Nof regroupent huit drones MALE *Héron*, deux drones HALE *Hermès 900*, vingt drones armés chacun de deux missiles antichars *Hellfire* et au moins quatre drones *Héron TP* (Eitan) capables de frappes lointaines. Ces

⁶⁶ La répartition des moyens aériens au sein des escadrons de chasse figure dans le tableau en annexe n° 4.

⁶⁷ La petite base de Sde Dov, près de Tel-Aviv, n'est utilisée que par des avions de petite taille (liaison, observation, collecte du renseignement). Celle d'Ovda, située à l'extrême sud du désert du Néguev, non loin d'Eilat, est utilisée principalement comme base de délestage permettant de stocker dans de bonnes conditions climatiques d'anciens avions de combat maintenus en réserve.

⁶⁸ « Two new Nachshon Aircraft for the IAF », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 60.

drones, télécommandés par de jeunes élèves pilotes bénéficiant d'une année de formation supplémentaire, multiplient les missions de surveillance, mais aussi de combat. Ces missions sont très largement automatisées, puisque les phases de décollage, de transit et d'atterrissage sont assistées par ordinateur, les deux opérateurs se contentant de gérer la phase opérationnelle. Pour conserver une dimension humaine à ce type de mission et éviter le syndrome du « jeu vidéo », chaque mission est étroitement surveillée par un contrôleur qui s'assure du respect des procédures, mais aussi de l'éthique du combattant. Les moyens d'attaque des drones sont certes limités, mais leur endurance (souvent plus de 48 heures) et leur faible vulnérabilité (liée à leur petite taille), accroît considérablement la tension de ceux qui, au sol, cherchent à échapper à leurs capteurs ultraperformants.

Pour les stratèges israéliens, les drones, notamment armés, représentent l'avenir et il est acquis que leur place ne cessera de croître au sein des forces aériennes. Cette vision répond à une logique d'efficacité, de coût, d'indépendance et de contrainte politique. Compte tenu de l'exiguïté du territoire israélien et de la proximité des différents fronts, les drones constituent des outils particulièrement bien adaptés aux missions de surveillance et de frappe ponctuelle. Bien que de haute technologie et armés de projectiles sophistiqués (missiles, bombes à guidage laser), ils restent beaucoup moins coûteux qu'un avion de combat, *a fortiori* si l'on tient compte de son entretien, de son carburant et de l'investissement que représente la formation de son pilote. L'Etat d'Israël étant leader dans ce domaine, il s'assure en outre d'une plus grande indépendance stratégique en misant sur des engins qu'il conçoit et construit lui-même. Enfin, l'emploi des drones lui permet d'éviter d'exposer inutilement la vie de ses pilotes, non de peur de perdre des équipages, ce risque ayant toujours été assumé, mais de peur de les voir capturés par l'adversaire et transformés en monnaie d'échange et moyen de pression. Le syndrome Ron Arad (du nom d'un navigateur éjecté au Sud Liban, porté disparu depuis trente ans), ou plus récemment de Guilad Shalit, traumatise l'opinion publique et les responsables politiques qui redoutent de voir des pilotes israéliens exhibés à Damas ou Téhéran, avant d'être exécutés publiquement ou échangés contre des centaines de combattants. A tel point que de jeunes officiers de Tshal n'hésitent plus à signer des pétitions demandant à ce qu'on ne les échange pas en cas de capture, laissant entendre qu'ils ne se laisseraient pas prendre vivants. Certains pilotes débattaient même de l'opportunité d'emporter un parachute dans l'hypothèse où il leur faudrait être engagés au-dessus de l'Iran⁶⁹. Dans ce contexte, et à rebours du débat qui émerge en Occident, les questions philosophiques liées au caractère moral ou juste de l'emploi des drones ne sont pour l'instant tout simplement pas audibles en Israël.

A terme, la fonction appui-feu aérien rapproché (*Close Air Support*) ne serait de toute façon plus exercée que par des drones et des hélicoptères de combat. L'opération « Pilier de défense » en préfigure bien les contours, puisque l'état-major n'a pas hésité à employer une vingtaine de drones en même temps, appuyés par une quinzaine d'hélicoptères d'attaque au-dessus de la bande de Gaza (les F-16 se contentant de

⁶⁹ Témoignages recueillis par l'auteur auprès d'anciens pilotes.

pilonner l'axe « Philadelphia » bordant la frontière pour détruire les tunnels de communication avec l'Egypte). Pendant cette opération, les drones chargés de surveiller le secteur et de désigner les cibles en permanence à moyenne et haute altitude, hors de portée du Hamas, tandis que les drones armés et les hélicoptères de combat (partis de la base toute proche de Palmahim) surgissaient par surprise après avoir effectué une approche discrète au-dessus de la mer. A terme, même les missions de frappes lointaines pourraient être conduites par des drones armés de type Eitan, si celles-ci ne requièrent pas de gros moyens. Cette appétence pour les drones se retrouve également dans le domaine naval. De plus en plus, la surveillance des côtes et des approches maritimes est confiée à des drones navals (notamment du type Orbiter)⁷⁰. Les responsables de Tsahal ont démontré qu'un seul opérateur de drone était plus efficace et beaucoup plus rentable qu'un équipage de patrouille maritime (hélicoptère *Sea Panther* ou avion *Sea Scan*). Selon le général en retraite Iftach Spector, « as » aux 14 victoires ayant dirigé les départements « planification » et « prospective » des forces aériennes israéliennes, ces dernières n'aligneront, à l'horizon 2030, que cinq escadrons d'avions de chasse (deux de supériorité aérienne équipées idéalement de F-22, si les Etats-Unis consentent à l'exporter, et trois d'attaque en profondeur dotés de F-35) épaulés par un nombre plus important d'hélicoptères de manœuvre et de combat, mais surtout par une nuée de drones (probablement plus d'une centaine)⁷¹. Le but serait de respecter le ratio suivant : un tiers d'avions de combat, un tiers d'hélicoptères et un tiers de drones.

Malgré la place croissante laissée aux drones, l'aviation israélienne attire toujours autant les jeunes Israéliens qui choisissent prioritairement cette arme, à égalité avec les forces spéciales, si leurs résultats aux tests psychomoteurs le leur permettent. Chaque année, une fraction des pilotes brevetés se spécialise dans la mise en œuvre de drones.

Des nouvelles missions pour la Marine

La découverte d'importants gisements gaziers offshore au sud-est de Chypre et leur exploitation par Israël, depuis le début de l'année 2013, suscite bien des convoitises. Les deux gisements revendiqués par l'Etat hébreu (Tamar et Leviathan) s'élèveraient à eux seuls à près de 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel, laissant entrevoir à moyen terme l'indépendance énergétique d'Israël⁷². Israël et les pays de la région se sont empressés d'en revendiquer le contrôle, annonçant leur intention d'y déployer leurs navires de prospection pour y faire valoir leur souveraineté. La Turquie a adopté un ton d'autant plus vindicatif sur ce dossier qu'elle reproche à Israël de s'être entendu avec la République de Chypre, qu'elle ne reconnaît pas, pour exporter une partie du gaz extrait de ces gisements. De fait, leur défense est perçue comme une priorité de plus pour Tsahal⁷³, conférant par là même une plus grande visibilité à la Marine, considérée jusque là comme le parent pauvre de l'armée. Celle-ci, commandée par

⁷⁰ « The Israeli Navy is expanding its use of the Orbiter UAV », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 60.

⁷¹ Interview avec l'auteur le 5 juillet 2012 à Tel-Aviv.

⁷² *Guysen Israel News*, 5 décembre 2012.

⁷³ Charles Coe, « East Mediterranean energy security must be a priority », *Middle East Oil & Gas Monitor*, NewsBase, 2013.

l'amiral Ram Rothberg⁷⁴ (49 ans), doit également continuer d'assurer ses autres missions : défense des côtes israéliennes, maintien du blocus contre les littoraux palestiniens et libanais (interception des navires chargés d'armes ravitaillant le Hamas et le Hezbollah, mais aussi des « flottilles de la paix » cherchant à se rendre à Gaza), déploiement de la flottille de sous-marins chargée de missions de renseignement et de transport de nageurs de combat.

Pour accomplir ses missions, la Marine (8 500 personnels d'active, 11 500 réservistes) dispose de trois sous-marins (*Dolphin*, *Leviathan* et *Tekuma*) basés à Haïfa⁷⁵, d'un navire de débarquement (*Ashdod*), de trois corvettes porte-hélicoptères de classe Saar 5 (*Eilat*, *Lahav* et *Hanit*, cette dernière ayant été gravement endommagée par un tir de missile du Hezbollah lors de la guerre de 2006) et de dix vedettes lance-missiles de classe Saar 4 et 4.5 (*Atsmout*, *Nitzhon*, *Romat*, *Keshet*, *Hetz*, *Kidon*, *Tarshish*, *Yaffo*, *Herev* et *Sufa*), toutes basées à Haïfa, ainsi que d'une quarantaine de patrouilleurs légers de classe Super Dvora, Dabur et Shaldag, répartis entre Haïfa, Ashdod et Eilat⁷⁶. Elle peut compter aussi sur trois navires de soutien, sept hélicoptères *Sea Panther*, trois avions de patrouille maritime *Sea Scan*, mais surtout sur sa 13^e Flottille (300 commandos-marine) qui a défrayé la chronique lors de l'assaut controversé sur le navire turc *Mavi Marmara*, le 31 mai 2010. Pour accroître ses capacités de projection navale en direction de l'océan Indien (notamment pour permettre des patrouilles sous-marines à proximité des côtes iraniennes), Israël dispose de facilités portuaires à Bombay, en Inde, et aurait négocié l'utilisation d'une base côtière en Erythrée, contrant ainsi la présence régulière de bâtiments iraniens à Port-Soudan⁷⁷.

L'amiral Rothberg, qui espérait que la priorité donnée à la défense des gisements gaziers offshore lui permettrait d'accroître le budget de la marine, a dû revoir ses ambitions à la baisse. Au lieu d'acheter quatre *Littoral Combat Ship* (LCS) conçus par l'américain Lockheed-Martin ou quatre corvettes MEKO construites par l'allemand ThyssenKrupp (qui lui fournit déjà ses sous-marins), il a dû se contenter, pour moderniser sa flotte de surface, de l'achat de quatre corvettes sud-coréennes de type *Incheon* (projet FFX)⁷⁸. Bien que moins performantes, ces dernières présentent l'avantage d'être moins coûteuses et plus rapides à construire, puisqu'elles devraient entrer en service à l'horizon 2017 pour remplacer une partie des vedettes lance-missiles vieillissantes. De même, les marins israéliens ont

⁷⁴ Nageur de combat, Ram Rothberg a accompli l'essentiel de sa carrière au sein de la 13^e Flottille de commandos-marine et s'est distingué lors de la prise du *Karine A*, en 2002. Bien qu'il ait été réprimandé en 2006 à la suite de l'attaque subie par la corvette *Hanit* (il dirigeait alors le département renseignement de la marine), Ehud Barak l'a promu commandant de la marine à l'été 2011, séduit par ses idées novatrices. De l'avis de ses pairs, Ram Rothberg manquerait toutefois d'envergure pour prétendre à de plus hautes fonctions au sein de l'état-major.

⁷⁵ Un quatrième, le *Tanin*, devrait arriver en Israël début 2014.

⁷⁶ Jane's Fighting Ships 2011-2012, IHS, pp. 386-391.

⁷⁷ *Guysen Israel News*, 12 décembre 2012. Information reprise par la société américaine d'intelligence Stratfor.

⁷⁸ Ces frégates de 114 mètres de long, jaugeant 2 300 tonnes, sont équipées d'un armement modulaire et conçues pour pouvoir tirer des missiles de croisière.

dû renoncer à l'acquisition d'une véritable capacité de projection navale centrée sur deux bâtiments de transport amphibie de gros tonnage.

Pour défendre les plateformes offshore qui entrent progressivement en exploitation, l'amiral Rothberg doit donc faire avec les moyens du bord. Outre une redéfinition des zones de patrouille de ses bâtiments, il envisagerait de militariser les plateformes, à l'instar de ce que les Américains et les Iraniens avaient fait à la fin de la guerre Iran-Irak, en 1987 et 1988. Celles-ci pourraient être équipées de nombreux capteurs, de système *Phalanx*, de lance-missiles surface-air *Barak-8*⁷⁹ et d'une plateforme permettant d'accueillir un hélicoptère *Sea Panther* armé pour la lutte antinavire. Des détachements de commandos-marine pourraient tourner régulièrement entre les différentes plateformes pour s'opposer à toute tentative de prise d'assaut par un agresseur quelconque. Depuis quelques mois, les hommes de la 13^e Flottille s'entraînaient régulièrement à intervenir sur de telles plateformes. Compte tenu de la valeur stratégique que représentent ces nouvelles infrastructures offshore, on comprend mieux pourquoi le gouvernement israélien cherche à empêcher par tous les moyens le Hezbollah à se doter de missiles surface-surface, n'hésitant pas à ordonner le bombardement de convois syriens suspectés de transporter de telles armes au Sud-Liban.

Vers une quatrième armée ? La cyber-défense

Comme le reconnaissent les autorités israéliennes, la guerre cybernétique ne cesse de s'intensifier⁸⁰. Elles admettent ainsi avoir été la cible de 44 millions d'attaques informatiques pendant l'opération « Pilier de défense »⁸¹. Même par temps calme, le nombre d'attaques reste élevé, justifiant la mise en place récente d'un « Dôme de fer digital » pour lutter contre les attaques de hackers⁸². Ce nouveau système, sur lequel on ne sait que très peu de choses, aurait une double vocation défensive et offensive et serait piloté par l'Unité 8200 du service de renseignement militaire, en étroite association avec l'unité « Lotem » de la division « informatique » de l'état-major général. Le gouvernement israélien paraît d'autant plus concerné par cette nouvelle menace qu'il pratique lui-même la guerre cybernétique, notamment pour ralentir le programme nucléaire iranien⁸³. Dans une tribune récente, Moshé Yaalon s'est voulu très clair en affirmant que « la guerre cybernétique constitue une cinquième dimension en soi, parallèle aux dimensions terrestre, aérienne, maritime et à celle visant la protection du front intérieur [...] Le but, en diffusant des virus et des vers informatiques, consiste à causer autant de dommages à l'ennemi, sinon plus, que ne le ferait une bombe conventionnelle [...]. C'est pourquoi

⁷⁹ « Barak-8 missiles to defend gas production rigs at sea », *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 68.

⁸⁰ Amir Rapaport, « The Cyber War is intensifying », *Defense News* n° 13, avril 2013, p. 81.

⁸¹ A l'exception d'une poignée, ces attaques auraient été déjouées (*Guysen Israel News*, 19 novembre 2012).

⁸² *Guysen Israel News*, 16 octobre 2012.

⁸³ Israël est soupçonné d'être à l'origine des virus informatiques *Stuxnet* et *Flame* qui ont infecté le programme nucléaire iranien (*Le Monde*, 20 juin 2012).

nous accordons une priorité toute particulière au recrutement de jeunes informaticiens doués »⁸⁴.

Cette prise de conscience de l'importance de la cyber-défense passe également par une utilisation « offensive » des médias sociaux, comme les généraux israéliens l'ont démontré lors de l'opération « Pilier de défense », en annonçant son déclenchement imminent par l'intermédiaire du réseau *Twitter* et en diffusant quasiment en direct sur le réseau *Youtube* l'élimination d'Ahmad Jaabari, chef de la branche militaire du Hamas. En agissant ainsi, les stratèges israéliens ont envoyé un message dissuasif aux combattants palestiniens en leur montrant que les capacités offensives de Tsahal ne leur laisseraient aucun répit, tout en empêchant le Hamas de jouer de la désinformation à son profit en niant, même temporairement, l'élimination de son chef militaire. Manifestement, les responsables israéliens cherchent à entrer en contact avec une nouvelle audience plus jeune, moins formatée idéologiquement, et à l'influencer en l'abreuvant d'informations et d'images. Pour y parvenir, ils ont mis sur pied, après le désastre médiatique de l'opération « Plomb durci » (2009-2010), une unité « nouveaux médias » rattachée aux services du porte-parole de Tsahal. Celle-ci, forte d'une trentaine de militaires formés à l'utilisation des nouvelles technologies, gère quotidiennement les différents comptes *Twitter* de l'armée israélienne et alimente les autres réseaux sociaux en images soigneusement sélectionnées. Cette stratégie médiatique soulève bien évidemment des questions éthiques (mise en ligne d'images violentes ou cruelles sur des supports de communication privilégiés par les adolescents) qui ne semblent pas avoir été tranchées par l'échelon gouvernemental, en l'absence de toute saisie de la Cour suprême.

⁸⁴ *Israel Defense* n° 13, avril 2013, p. 11.

Conclusion

Tsahal est indéniablement devenue une armée différente de celle des pères fondateurs. Elle se situe à la pointe du progrès technologique et a tiré les leçons de ses échecs passés, ce qui ne l'empêche pas de devoir faire face à des contraintes très fortes : réduction budgétaire, baisse des effectifs, société de plus en plus individualiste et fragmentée.

Le choix consistant à privilégier la haute technologie est cohérent au regard des ambitions industrielles de l'Etat d'Israël et se retrouve dans la volonté de miser sur les drones, la guerre cybernétique, les moyens spatiaux ou bien encore la défense antimissile. De par son coût extrêmement élevé, il oblige néanmoins les stratèges israéliens à repenser le format de leur armée. Il ne permet pas en outre de faire face aux défis posés par le dossier palestinien qui demeure le plus crucial pour l'avenir sécuritaire à long terme d'Israël.

Malgré les évolutions en cours dans le monde arabe, qui ont renforcé la posture d'emmurement d'Israël, les fondamentaux de la pensée stratégique israélienne n'ont pas changé : obsession du rapport de force, dissuasion, imprévisibilité, culture du *statu quo*, recherche d'alliances de revers, mais surtout absence de vision de long terme⁸⁵. Les responsables sécuritaires israéliens ont toujours du mal à classer par ordre de priorité les menaces auxquelles ils doivent faire face et les défis qu'il leur faut relever. En d'autres termes, ils manquent d'une vision claire, même s'ils disposent d'une équipe de généraux compétents et de responsables politiques expérimentés.

Cette équipe rajeunie sait qu'il lui faut faire face à la fois au risque d'une nouvelle confrontation avec les Palestiniens, mais qu'il lui faut aussi se préparer à affronter le Hezbollah, les combattants djihadistes qui gravitent autour d'Israël, l'Iran, enfin tous ceux qui pourraient être tentés de déstabiliser la société israélienne de l'intérieur, pour des raisons idéologiques ou religieuses. Elle sait également qu'il lui faut préserver la relation stratégique avec les Etats-Unis et l'Allemagne, qui restent les meilleurs soutiens politiques d'Israël et ses principaux pourvoyeurs d'armes sophistiquées, indispensables pour maintenir des capacités de frappe en profondeur et dissuader ses adversaires de s'en prendre au territoire israélien. Elle sait aussi qu'il lui faut ménager la Turquie et la Russie avec

⁸⁵ Pierre Razoux, « Les déterminants de la pensée stratégique d'Israël », *La revue internationale et stratégique*, n° 82, été 2011, pp. 143-145.

lesquelles Israël entretient des liens beaucoup plus étroits qu'il n'y paraît, notamment sur le plan économique.

Cette nouvelle équipe sait enfin qu'il va lui falloir tenir compte de la nouvelle donne géopolitique qui est en train de se mettre en place au Moyen-Orient. De ce point de vue, certains événements lui sont objectivement favorables, telle la destitution du président Morsi issu des Frères musulmans et la reprise en main du pouvoir au Caire (pour une période de transition que personne n'ose fixer dans le temps) par l'armée égyptienne, avec laquelle Tsahal entretient les meilleures relations. D'autres événements vont au contraire l'obliger à réfléchir à ses options stratégiques : le rôle incontournable de la Turquie islamiste en Méditerranée et au Proche-Orient ; le pourrissement de la guerre civile syrienne et de la crise identitaire irakienne, ces deux dossiers devenant de plus en plus inséparables ; enfin, l'impact de l'élection récente d'Hassan Rohani à la présidence de la république islamique iranienne, qui laisse entrevoir une possible normalisation entre les Etats-Unis et l'Iran⁸⁶ - développement qui serait certainement appréhendé avec beaucoup de méfiance par le pouvoir israélien. Cette élection pourrait pourtant préfigurer une normalisation bénéfique entre Israël et l'Iran, deux pays qui, compte tenu de leur environnement respectif, auraient d'excellentes raisons de rétablir les relations qui furent jadis les leurs. Si les autorités israéliennes pouvaient être assurées de relations durablement apaisées avec l'Egypte, la Turquie et l'Iran, elles pourraient adopter beaucoup plus sereinement le nouveau format d'armée que les contraintes budgétaires et sociologiques lui imposent par ailleurs.

⁸⁶ Pierre Razoux, « Vers une normalisation Etats-Unis-Iran ? », *Le Figaro*, 10 juin 2013.

Annexes

Annexe 1: L'organisation horizontale de l'Etat Major

- **3 commandements d'armées :**
 - o GQG des forces terrestres (général Guy Tzur) ;
 - o Forces aériennes et spatiales (général Amir Eshel) ;
 - o Marine (amiral Ram Rothberg).
- **6 divisions organiques :**
 - o Opérations (actuellement commandée par le général Yoav Har Even, un artilleur qui a joué un rôle de premier plan lors de l'opération « Pilier de Défense », témoignant ainsi de l'importance croissante de l'artillerie dans les opérations de guerre conduites par Tsahal ; Yoav Har Even est secondé par le général de brigade Ofer Tzafrir, responsable de l'emploi du corps blindé-mécanisé) ;
 - o Renseignement (qui regroupe à la fois Aman et les unités et services spécialisés des différentes armées, notamment ceux liés à la collecte aérienne du SIGINT – L'ensemble est placé sous la responsabilité du général Aviv Kochavi) ;
 - o Logistique (général Yaakov Barak) ;
 - o Ressources humaines (général Orna Barbivai) ;
 - o Planification (général Nimrod Shefer) ;
 - o Informatique et cyber-défense (général Uzi Moscovici).
- **4 commandements territoriaux :**
 - o Front Nord (jugé le plus sensible⁸⁷, actuellement confié au général Yair Golan, secondé par le général Noam Tibon) ;
 - o Front Centre (général Nitzan Alon) ;
 - o Front Sud (général Shlomo Turgeman) ;
 - o Front intérieur (général Eyal Eizenberg).
- **9 départements :**
 - o Porte-parole de Tsahal (général Yoav Mordechai) ;
 - o Finances (général Reem Aminoach) ;
 - o Doctrine & entraînement (général Eli Reiter) ;
 - o Ecoles (général Yossi Baidatz) ;
 - o Coordination de l'action dans les territoires (général Eitan Dangot) ;
 - o Réserves – *Milouyim* (général Hoshea Friedman) ;
 - o Recherche & Développement (Ophir Sham) ;
 - o Justice militaire (général Shai Yaniv) ;
 - o Rabbinate militaire (général Rafi Peretz).

⁸⁷ Comme en témoigne l'article d'Amos Harel, « Israel's northern front isn't quiet anymore », *Haaretz*, 5 mai 2013.

Annexe 2: Les divisions de combat au sein des forces terrestres

FRONT NORD : 4 DIVISIONS		
ACTIVE	Unités partiellement mobilisées	Réserve
36 ^E DIVISION BLINDÉE : 1 ^{re} Brig. d'infanterie « Golani » 7 ^e Brig. blindée 188 ^e Brig. blindée 212 ^e Brig. d'artillerie	91 ^E DIVISION MECANISEE TERRITORIALE « GALILEE » (2 ^e , 299 ^e et 769 ^e Brigades)	90 ^E DIVISION BLINDEE 319 ^E DIVISION BLINDEE
FRONT CENTRE : 6 DIVISIONS		
ACTIVE	Unités partiellement mobilisées	Réserve
162 ^E DIVISION BLINDÉE : 264 ^e Brig. blindée 401 ^e Brig. blindée 900 ^e Brig. mécanisée « Kfir » 933 ^e Brig. mécanisée « Nahal » 215 ^e Brig. d'artillerie	98 ^E DIVISION PARACHUTISTE : 35 ^e Brigade d'active 551 ^e et 623 ^e Brigades de réserve DIVISION MECANISEE TERRITORIALE « JUDEE-SAMARIE » (8 BRIGADES)	70 ^E DIVISION BLINDEE 194 ^E DIVISION BLINDEE 340 ^E DIVISION BLINDEE
FRONT SUD : 6 DIVISIONS		
ACTIVE	Unités partiellement mobilisées	Réserve
-	366 ^E DIVISION BLINDEE : 10 ^e Brigade blindée (réserve) 460 ^e Brigade blindée (école) 84 ^e Brigade mécanisée « Givati » 209 ^e Brigade d'artillerie 80 ^E DIVISION MECANISEE TERRITORIALE « EDM » (3 BRIGADES) 96 ^E DIVISION MECANISEE TERRITORIALE « GAZA » (2 BRIGADES)	252 ^E DIVISION BLINDEE 380 ^E DIVISION BLINDEE 560 ^E DIVISION BLINDEE
TOTAL : 16 DIVISIONS		
ACTIVE	Unités partiellement mobilisées	Réserve
2 DIVISIONS BLINDEES	1 DIVISION BLINDEE 1 DIVISION PARACHUTISTE 4 DIVISIONS MECANISEES TERRITORIALES	8 DIVISIONS BLINDEES

Sources : *Military Balance 2012*, IISS, Londres, Routledge, pp. 328-331 ; Synthèse des articles publiés dans la revue semi-officielle *Israel Defense* (n° 1-13) ;

Annexe 3: La répartition des brigades de combat au sein des forces terrestres

TYPE	STATUT
21 BRIGADES BLINDEES	5 d'active, 16 de réserve (dont 6 qui devraient disparaître)
13 BRIGADES MECANISEES	5 d'active, 8 de réserve (dont 3 qui devraient disparaître)
3 BRIGADES PARACHUTISTES	1 d'active, 2 de réserve
16 BRIGADES D'INFANTERIE TERRITORIALE	Partiellement mobilisées
11 BRIGADES D'ARTILLERIE	3 d'active, 8 de réserve (dont 3 qui devraient disparaître)
TOTAL : 64 BRIGADES	14 d'active, 16 d'infanterie territoriale, 34 de réserve (dont 12 devraient disparaître)

Sources : *Ibid.*

Annexe 4 : La répartition des moyens aériens au sein des escadrons de chasse

TYPE	UNITE(S)
25 F-15 I « RAAM »	69 ^e Escadron
50 F-15 A/B/C/D « BAZ »	106 ^e et 133 ^e escadrons
100 F-16 I « SOUFA »	107 ^e , 119 ^e , 201 ^e et 253 ^e escadrons
125 F-16 C/D « BARAK »	101 ^e , 105 ^e , 109 ^e , 110 ^e et 117 ^e escadrons

Source: Johan Franken & Frank Van Der Avoort, « Force Report on Israel Air and Space Force », *Air Forces Monthly*, n° 295, octobre 2012, pp. 72-83.

Références

Ouvrages et monographies

GREILSAMMER Ilan, *Les hommes en noir. Essai sur les parties ultra-orthodoxes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991.

HAREL Amos et ISSACHAROFF Avi, *34 Days: Israel, Hezbollah and the War in Lebanon*, New York, Palgrave Macmillan, 2009.

HAREL Amos et ISSACHAROFF Avi, *La 7e guerre d'Israël*, Paris, Hachette Littératures, 2005.

RAZOUX Pierre, *La Guerre des Six-Jours*, Paris, Economica, 2e édition, 2006.

RAZOUX Pierre, *La Guerre du Kippour d'octobre 1973*, Paris, Economica, 2e édition, 2011.

RAZOUX Pierre, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, « Tempus », 2e édition, 2008.

WODKA-GALLIEN Philippe (dir.), *Dictionnaire de la dissuasion*, Marines éditions, 2011.

Articles de revues et publications spécialisées

BENDELAC Jacques, « Du dirigisme militaro-industriel au libéralisme civil : l'économie israélienne dans tous ses états », *Politique Etrangère*, n° 1, 2013, p. 46.

CORDESMAN Anthony, « The Gaza War: A Strategic Analysis », CSIS, Washington, février 2009.

HECKER Marc, « La communication de Tsahal entre hésitations et innovations », *DSI hors-série*, n° 9, 2009, pp. 83-85.

HIRSH Gal, « The moral values determine the outcome », *Israel Defense* n° 13, avril 2013.

INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES, « Israel », *Military Balance 2012*, Londres, Routledge, pp. 328-331

JANE'S INTELLIGENCE GROUP, *Jane's Fighting Ships 2011-2012*, HIS, pp. 386-391.

NAHOUM Sarah, « La doctrine d'emploi de Tsahal : entre rupture et continuité », Cahier de la recherche doctrinale, CDEF, ministère de la Défense, janvier 2012.

PROME Jean-Louis, « Une dissuasion nucléaire fonctionnant sans arsenal nucléaire ? », *DSI hors-série*, n° 9, 2009, pp. 42-47.

RAZOUX Pierre, « Après l'échec, les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus stratégique*, n° 2, octobre 2007.

RAZOUX Pierre, « Israël frappe la Syrie : un raid mystérieux », *Politique Etrangère*, n° 1, 2008, pp. 9-22.

RAZOUX Pierre, « Les déterminants de la pensée stratégique d'Israël », *La revue internationale et stratégique*, n° 82, été 2011, pp. 143-145.

RAZOUX Pierre, « Une armée en pleine mutation », *DSI hors-série*, n° 9, 2009.

RAZOUX Pierre, « Vers une nouvelle équation stratégique en Méditerranée », Note de Recherche Stratégique, n° 1, IRSEM, Ecole militaire, janvier 2013, accessible à l'adresse : www.defense.gouv.fr/irsem.

SAMAAN Jean-Loup, « The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006 », *Comparative Strategy*, printemps 2013 (en instance de publication).

SHAMIR Eitan, *Operation Pillar of Defense. An Initial Strategic and Military Assessment*, Begin Sadat Center for Strategic Studies, Tel Aviv, 4 décembre 2012.

Articles de presse

COE Charles, « East Mediterranean energy security must be a priority », *Middle East Oil & Gas Monitor*, NewsBase, 2013.

GHARIB Ali, « What the Head of Israel's Military Intelligence Thinks of Iran », *The Daily Beast*, 14 mars 2013, accessible à l'adresse: <http://www.thedailybeast.com/articles/2013/03/14/what-the-head-of-israel-s-military-intelligence-thinks-of-iran.html>.

HENRY Marc, « Israël se dote d'une nouvelle force de frappe contre l'Iran », *Le Figaro*, 19 décembre 2011.

PFEFFER Anshel, « IDF test-fires ballistic missile in central Israel », *Haaretz*, 2 novembre 2011.

RAPAPORT Amir, « The Cyber War is intensifying », *Defense News*, n° 13, avril 2013, p. 81.

RAZOUX Pierre, « Vers une normalisation Etats-Unis-Iran ? », *Le Figaro*, 10 juin 2013.

VICK Karl, KLEIN Aaron, « How a US Radar Station in the Negev affects a potential Israel-Iran Clash », *Time Magazine*, 30 mai 2012.

« Barak-8 missiles to defend gas production rigs at sea », *Israel Defense*, n° 13, avril 2013, p. 68.

« David's Sling Success Caught on Film », *The Times of Israel*, 27 novembre 2012.

« Elbit Systems to construct a new submarine base in Haifa », *Israel Defense*, n° 13, avril 2013, p. 69.

« The Israeli Navy is expanding its use of the Orbiter UAV », *Israel Defense*, n° 13, avril 2013, p. 60.

« Two new Nachshon Aircraft for the IAF », *Israel Defense*, n° 13, avril 2013, p. 60.

Israel Defense, n° 13, avril 2013, p. 11.
Guysen Israel News, 4 septembre 2012.
Guysen Israel News, 16 octobre 2012.
Guysen Israel News, 22 octobre 2012
Guysen Israel News, 19 novembre 2012.
Guysen Israel News, 5 décembre 2012.
Guysen Israel News, 12 décembre 2012
Le Monde, 20 juin 2012.
Reuters, 19 novembre 2012.

Sites Internet

Site officiel de l'armée israélienne, accessible à l'adresse www.idf.il.
Military Expenditure Database, Stockholm International Peace Research Institute, accessible à l'adresse : <http://milexdata.sipri.org/result.php4>
« Israel 2010: 42% of Jews are secular », *YNet News*, accessible à l'adresse : <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3890330,00.html>.
« Popeye Turbo », *Federation of American Scientists*, accessible à l'adresse : www.fas.org/nuke/guide/israel/missile/popeye-t.htm.

Communications

Série d'entretiens auprès de responsables sécuritaires israéliens, conduites au Collège de Défense de l'OTAN, à Rome, au printemps 2011.
Entretien avec Iftach Spector le 5 juillet 2012 à Tel-Aviv.
Entretien avec Amos Harel à Tel Aviv, le 24 avril 2013.
Entretien avec Ilan Greilsammer, Jérusalem, 26 avril 2013.
Série d'entretiens avec des responsables sécuritaires israéliens, à Tel-Aviv et Jérusalem, du 20 au 26 avril 2013.
Témoignages recueillis par l'auteur auprès d'anciens pilotes.

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé (e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus Stratégique » sur le site Internet de l'Ifri :

www.ifri.org/

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Michel Baud, « Cyberguerre : En quête d'une stratégie », Focus stratégique, n° 44, mai 2013.
<http://www.ifri.org/downloads/fs43louth.pdf>
- John Louth, « Defence Reform in the United Kingdom: A Twenty-First Century Paradox », Focus stratégique, n° 43, mars 2013.
<http://www.ifri.org/downloads/fs43louth.pdf>
- Sophie Lefeez, « Toujours plus chers ? Complexité des armements et inflation des coûts militaires », Focus stratégique, n° 42, février 2013.
<http://www.ifri.org/downloads/fs42lefeez.pdf>
- Michael W. Kometer, Stephen E. Wright, « Winning in Libya: By Design or Default? », Focus stratégique, n° 41, janvier 2013.
<http://www.ifri.org/downloads/fs41kometerwright.pdf>
- Martial Foucault, « The Defense Budget in France: between Denial and Decline », Focus stratégique, n° 36 bis, décembre 2012.
<http://www.ifri.org/downloads/fs36bisfoucault.pdf>
- Hugues Eudeline, « Contenir la piraterie: des réponses complexes face à une menace persistante », Focus stratégique, n° 40, novembre 2012.
<http://www.ifri.org/downloads/fs40eudeline.pdf>
- Elie Tenenbaum, « The Battle over Fire Support: The CAS Challenge and the Future of Artillery », Focus stratégique, n° 35 bis, octobre 2012.
<http://www.ifri.org/downloads/fs35bistenenbaum.pdf>
- Michel Baud, « Les réserves en première ligne ? Du citoyen-soldat à l'intérim », Focus stratégique, n° 39, septembre 2012.
<http://www.ifri.org/downloads/fs39baud.pdf>